



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 MARS 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 23rd, 1946

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

"Associated Converters Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1946, constituant en corporation: Samuel Sax, manufacturier, Albert Schaefer, administrateur, June Kirlin, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, et Celia Cohen, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de courtiers à commission agents de manufacturiers, acheteurs de toutes sortes de vêtements susceptibles d'être importés et exportés, produits textiles, marchandises sèches, vêtements et accessoires, fourrures, cuir, peaux, appareils de maison, nouveautés et tous articles faits de métal, aluminium, verre, plastique, bois ou caoutchouc, sous le nom de "Associated Converters Inc.", avec un capital total de

Letters Patents

"Associated Converters Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1946, incorporating: Samuel Sax, manufacturer, Albert Schaefer, executive, June Kirlin, stenographer, spinster, all of the City of Montreal, and Celia Cohen, stenographer, spinster, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of commission brokers, manufacturers' agents export and import buyers of all kinds of clothing, textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, furs, leather, hides, household appliances, novelties and all articles made out of metal, aluminium, glass, plastic, wood or rubber, under the name of "Associated Converters Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 100 pre-

\$20,000, divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de février 1946.

L'Assistant-Procureur général,

13068

L. DESILETS.

ferred shares of a par value of \$100.00 each, and 100 common shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1946.

L. DESILETS,

13068-o

Deputy Attorney General.

"Atlas Kiddy Wear Mfg. Co. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1946, constituant en corporation : Jack Rudner, avocat, Lewis A. Haber, comptable, et Bena Godlovitch, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles et habits de toutes sortes ; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de vêtements pour enfants, robes pour dames, blouses et vêtements de sport pour dames, sous le nom de "Atlas Kiddy Wear Mfg. Co. Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de février 1946.

L'Assistant-Procureur général,

13069

L. DESILETS.

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort ; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of children's wear, ladies' dresses, blouses and ladies' sportswear, under the name of "Atlas Kiddy Wear Mfg. Co. Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1946.

L. DESILETS,

13069-o

Deputy Attorney General.

"Best Auto Service, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation : Lucien Plamondon, courtier en assurances, Charles-Edouard Talbot et Florent-H. Dussault, tous deux commis de bureau, tous de Donnacona, comté de Portneuf, district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants :

Exercer en gros et en détail, l'industrie, le négoce et le commerce de manufacturiers, fabricants, travailleurs, entreposeurs, acheteurs, vendeurs, exportateurs, importateurs, agents, courtiers, distributeurs, représentants, négociants d'automobiles et de bicycles, d'accessoires et de parties d'automobiles et de bicycles, d'huile lourde et à moteur, d'essence de toute nature et de toute densité, de pneus, de tubes en caoutchouc et de tous autres produits se rattachant au commerce, à l'industrie et au négoce de marchandises en caoutchouc et en Gutta-percha ;

Acheter, construire ou louer des garages et des stations servant au ravitaillement de l'essence et en exploiter ;

Exercer généralement le commerce de contracteurs, entrepreneurs et constructeurs de chemins, édifices, écluses, canaux et ponts, sous le nom de "Best Auto Service, Inc.", avec un capital total de \$45,000.00, divisé en 450 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Donnacona, district de Québec.

"Best Auto Service, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: Lucien Plamondon, insurance broker, Charles-Edouard Talbot and Florent H. Dussault, both office clerks, all of Donnacona, county of Portneuf, district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail industry, trade and business of manufacturers, makers, workers, warehousemen, buyers, salesmen, exporters, importers, agents, brokers, distributors, representatives of, and dealers in automobiles and bicycles, automobile and bicycle accessories and parts, heavy, light and motor oil, gasoline of every nature and density, tires, rubber tubes and any other products connected with the business, industry and trade of rubber and Gutta-percha goods;

To buy, build or lease garages and service stations for re-fuelling and to operate the same;

To carry on generally the business of contractors for and builders of roads, buildings, dams, canals and bridges, under the name of "Best Auto Service Inc.", with a total capital stock of \$45,000, divided into 450 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Donnacona, district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13070-o L. DÉSILETS.

"Botany Woollens & Worsteds Ltd."

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1946, constituant en corporation: Arnold Schaffer, manufacturier, de la cité de Hampstead, Norman Genser, avocat, de la cité de Montréal, et Isadore Schaffer, manufacturier, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et faire le commerce de produits textiles, marchandises à la pièce, comprenant les lainages, coton, rayons, matières synthétiques et généralement d'aucune sorte de matières comme grossistes, détaillants, distributeurs ou agents, sous le nom de "Botany Woollens & Worsteds Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de janvier 1946.

L'Assistant-procureur général,
13071 L. DÉSILETS.

"Brake and Welding Supplies Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1946, constituant en corporation: Jean-Marie Houle, avocat, Jean-Baptiste Brown, comptable, et Solanges Gignac, sténographe, tous trois des cité et district de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, louer, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes de matériaux, accessoires et services de freins et d'installations, accessoires et services de soudure, comprenant, mais sans limiter en aucune manière la généralité des précédents, matériaux à friction, accessoires, outils et fournitures installations de soudure à l'électricité et à l'oxy-acétylène, accessoires, outils et fournitures;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toutes sortes de machineries instruments, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et dispositifs, soit incidents à la construction d'automobiles ou autrement, et de toutes choses susceptibles d'être utilisées avec iceux ou dans la fabrication, l'entretien et le travail d'iceux respectivement, sous le nom de "Brake and Welding Supplies Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille deux cents actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce ne sera pas moins de six mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13070 Deputy Attorney General.

"Botany Woollens & Worsteds Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1946, incorporating: Arnold Schaffer, manufacturer, of the city of Hampstead, Norman Genser, advocate, of the City of Montreal, and Isadore Schaffer, manufacturer, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing in textile, piece goods, including woollens, cottons, rayons, synthetic materials and generally every kind of material as wholesaler, retailer, distributor or agent, under the name of "Botany Woollens & Worsteds Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 400 common shares of the per value of \$50.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January 1946.

L. DÉSILETS,
13071-o Deputy General Attorney.

"Brake and Welding Supplies Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1946, incorporating: Jean-Marie Houle, advocate, Jean-Baptiste Brown, accountant, and Solanges Gignac, stenographer, all three of the City and District of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, lease, import, export exchange and generally deal in all kinds of brake materials, supplies and services and in welding equipment, supplies and services, including, but without in any way limiting the generality of the foregoing, friction materials, accessories, tools and supplies and electric and oxy-acetylene welding equipment, accessories, tools and supplies;

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors accessories, parts and all kinds of machinery implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith or in the manufacture, maintenance and working thereof respectively, under the name of "Brake and Welding Supplies Limited".

The capital stock of the company is divided into One Thousand Two Hundred shares having no nominal or par value, and the amount of capital with which the company will carry on business will be not less than Six Thousand dollars.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de janvier 1946.

L'Assistant-Procureur général,

13072

L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1946.

L. DÉSILETS,

13072-o

Deputy Attorney General.

"Canadian Artificial Manufacturing Company, Limited"

"Canadian Artificial Manufacturing Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour de février 1946, constituant en corporation : Marc Bédard, industriel, de la cité de Québec, Jean-Paul Parent, comptable, de Beauport, et Adrien Méthot, agent, de Sillery, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants :

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1946, incorporating : Marc Bédard, manufacturer, of the City of Quebec, Jean-Paul Parent, accountant, of Beauport, and Adrien Méthot, agent, of Sillery, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes :

Exercer généralement les fonctions, le commerce et l'industrie de manufacturiers et/ou vendeurs d'objets décoratifs et/ou utiles, en plastique, céropastique, plâtre, bois et autres substances, sous le nom de "Canadian Artificial Manufacturing Company, Limited", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 200 actions de \$50.00 chacune.

To carry on in general the operations, business and industry of manufacturers and/or salesmen of decorative and/or useful objects in plastic, ceroplastic, plaster, wood and other substances, under the name of "Canadian Artificial Manufacturing Company, Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 200 shares of \$50 each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, le premier jour de février 1946.

L'Assistant-Procureur général,

13073-o

L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13073

Deputy Attorney General.

Clair Industries Inc."

Clair Industries Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour de février 1946, constituant en corporation : Jean-Louis Doucet, avocat, des cité et district de Québec, J.-Arthur Doucet, Jacques Cloutier, industriels, Marcel Vaugois, commerçant, ces trois derniers de Grandes-Piles, district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants :

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1946, incorporating : Jean-Louis Doucet, advocate, of the city and district of Quebec, J. Arthur Doucet, Jacques Cloutier, manufacturers, Marcel Vaugois, merchant, the three latter of Grandes-Piles, district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes :

Manufacturer, acheter, vendre, louer, importer, exporter et généralement exercer le commerce en gros ou en détail de meubles, ameublements de maison, garnitures de maison, jouets de toutes sortes, chaloupes et autres bâtiments propres à la navigation et leurs accessoires, et généralement tout ce qui peut servir au transport de personnes ou de marchandises par terre, par mer ou par air, et tous autres articles, instruments ou produits généralement vendus dans un magasin à rayons ;

To manufacture, buy, sell, lease, import, export and deal generally both wholesale and retail in furniture, household furniture and household furnishings, toys of all kinds, boats and other craft suitable for navigation, and their accessories, and in general, in all that may be used in the transportation of persons or merchandise by land, sea or air, and all other articles, instruments or products generally sold in a departmental store ;

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, vendre, échanger ou autrement aliéner et généralement faire le commerce, en gros ou en détail, du bois, des métaux et minéraux et de leurs sous-produits et dérivés, ainsi que tous autres matériaux se rattachant au commerce et à l'industrie de la compagnie ;

To buy, lease or otherwise acquire and hold, sell, exchange or otherwise dispose of and generally deal in, wholesale and retail, lumber, metals and minerals and their by-products and derivatives, as well as all other materials incidental to the business and industry of the company ;

Acheter, vendre comme principal ou agent, fabriquer, importer, exporter tous articles de bois, métal, verre, plastique, cuir, papier, fourrures, caoutchouc, textiles, instruments de musique, articles de sport, sous le nom de "Clair Industries Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

To buy, sell, as principal or as agent, manufacture, import, export all articles in wood, metal, glass, plastic, leather, paper, fur, rubber, textiles, musical instruments, sporting goods, under the name of "Clair Industries Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

Le nombre des actionnaires est limité à (20) à l'exception des employés et ex-employés de la compagnie.

The number of shareholders is limited to twenty (20) with the exception of employees and ex-employees of the company.

Les actions ne seront transférables qu'avec le consentement de la majorité du bureau de direction et suivant les règlements qui seront adoptés de temps à autre par la compagnie.

The shares shall not be transferable without the consent of the majority of the board of directors and in accordance with the by-laws to be adopted by the company from time to time.

Le siège social de la compagnie sera à Grandes-Piles, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le deuxième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13074-0 L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Grandes-Piles, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13074 Deputy Attorney General.

"Cloutier Automobile Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour de février 1946, constituant en corporation: J.-Antoine Cloutier, marchand, de St-Joseph-d'Alma, district de Roberval, Adrien Gagnon, gérant général de garage, et Jacques Gagnon, commis, ces deux derniers de Chicoutimi, district de Chicoutimi, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, assembler, importer, acheter, vendre, louer, affermer et autrement faire le commerce et le trafic et la réparation générale de véhicules moteurs, ou à fusée, camions, tracteurs, autocars, autobus, omnibus, autobus de promenade, automobiles, motocyclettes, bateaux-moteurs, aéroplanes, voitures, moyen de transport de toutes sortes, systèmes de transport de toutes sortes et de toutes les pièces qui servent à leur construction, ainsi que des moteurs, engins, machineries de toutes sortes et des accessoires et fournitures de moteurs électriques, et faire les opérations générales d'un atelier de machines, véhicules, automobiles, de moyens de transport de toutes sortes, roues, ressorts, essieux, lampes, accessoires d'automobiles et faire la réparation générale et le remisage de voitures;

Agir comme agents et entrepreneurs et entreposer et hangarer les produits pour d'autres personnes ou compagnies pour l'achat, la vente, l'échange ou la location d'aucun de ces produits relatifs aux objets de la Compagnie;

Exercer le négoce d'importateurs, exportateurs, producteurs, commerçants, raffineries, emmagasineurs, transportateurs marchands, fournisseurs et distributeurs des produits et sous produits du pétrole de toute nature et description, sous le nom de "Cloutier Automobile Limitée", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions de \$100.00 chacune.

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire les actions de la compagnie

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à 20 actionnaires

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph-d'Alma, district de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le premier jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13075-0 L. DÉSILETS.

"Cloutier Automobile Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1946, incorporating: J. Antoine Cloutier, merchant, of St-Joseph-d'Alma, district of Roberval, Adrien Gagnon, general garage manager, and Jacques Gagnon, clerk, the two latter of Chicoutimi, district of Chicoutimi, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, assemble, import, purchase, sell, lease, rent, and otherwise deal and trade in, and carry on the general repairing of motor or rocket vehicles, trucks, tractors, autocars, autobuses, omnibuses, pleasure autobuses, automobiles, motorcycles, motor-boats, aeroplanes, carriages, means of transportation of every kind, transportation systems of every kind, and all the parts used in the construction thereof, and also motors, engines, machinery of every kind, and accessories and supplies for electric motors, and carry on the general business of a machine-shop, vehicles, automobiles, means of transportation of every kind, wheels, springs, axles, lamps, automobile accessories and carry on general repair and storage of vehicles;

To act as agents and warehousemen and warehouse and store products for other persons or companies for the purchase, sale, exchange or renting of any of these products, in connection with the purposes of the company;

To carry on the business of importers, exporters, producers, traders, refiners, storers, conveyers, merchants, suppliers and distributors of petroleum products and by-products of every kind and description, under the name of "Cloutier Automobile Limitée", with a total stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

No appeal shall be made to the public for subscription to the shares of the company.

The number of shareholders of the company shall be limited to 20 shareholders.

The head office of the company will be at Saint-Joseph-d'Alma, district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13075 Deputy Attorney General.

"Compagnie de Gestion Financière, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Jules Dupré, avocat, de la cité d'Outremont, René Duranleau, avocat et conseil en Loi du Roi, et Marthe Bastien, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les fonctions de bailleurs de fonds, et courtiers en valeurs, et acheter, mettre sur le marché, souscrire ou autrement acquérir par sous-

"Compagnie de Gestion Financière, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: Jules Dupré, advocate, of the city of Outremont, René Duranleau, advocate and King's Counsel, and Marthe Bastien, spinster, the two latter of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as capitalists and stock brokers and purchase, place on the market, underwrite or otherwise acquire by original subscrip-

cription originale, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et conditionnellement ou autrement, détenir comme placement ou autrement, posséder, vendre, enregistrer, échanger, transporter, céder, louer, hypothéquer, mettre en gage, grever ou autrement en disposer et mettre en valeur et généralement négocier les titres actions, obligations, débetures et autres valeurs et autres intérêts dans toute compagnie, corporation, association, syndicat, ou compagnie de fidéicommis, ou les obligations, débetures ou autres titres de tout gouvernement, cité, ville, village, ou autre municipalité ou corporation municipale ou scolaire, sous le nom de "Compagnie de Gestion Financière, Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 10,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$50,000.00

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-Procureur général,
13076-o L. DÉSILETS.

"Corey Holdings Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1946, constituant en corporation : Saul Yaffe, Solomon Korman, manufacturiers, Morton Yaffe, vendeur, et Dame Rose Sandra Korman, agent d'immeuble, épouse séparée de biens de Solomon Korman et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, échange, bail ou aucun autre titre légal et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, user et avoir la jouissance ou autrement faire le commerce et mettre en valeur, et vendre, louer, échanger ou autrement céder et disposer d'immeubles ou d'intérêts en iceux, et de bâtisses ou autres constructions dessus érigées, concessions forestières, pouvoirs hydrauliques et autres, et de propriétés immobilières de toutes sortes et descriptions et des droits sur ces propriétés, et en particulier, acquérir par achat, posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, user et avoir la jouissance ou autrement faire le commerce et mettre en valeur les propriétés immobilières portant le No civique 900 est, rue Ontario, dans la cité de Montréal, et 1879 rue St-André, dans la cité de Montréal, province de Québec, sous le nom de "Corey Holdings Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de février 1946.

L'Assistant-Procureur général,
13077 L. DÉSILETS.

"Crebisher Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

tion, tender, participation in syndicates or otherwise and conditionally or otherwise, hold as investment or otherwise, own, sell, register, exchange, transfer, assign, lease, hypothecate, mortgage, encumber or otherwise dispose of and turn to account and deal generally in titles, shares, bonds, debentures and other securities and other interests in any company, corporation, association, syndicate or trust company, or the bonds, debentures or other securities of any government, city, town, village, or other municipality or municipal or school corporation, under the name of "Compagnie de Gestion Financière, Limitée".

The capital stock of the company is divided into 10,000 shares without par or nominal value, and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is \$50,000.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13076 Deputy Attorney General.

"Corey Holdings Ltd."

Notice is hereby that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1946, incorporating : Saul Yaffe, Solomon Korman, manufacturers, Morton Yaffe salesman, and Dame Rose Sandra Korman, realtor, wife separate as to property of Solomon Korman, and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy or otherwise deal with and turn to account, and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interests therein, and buildings or other structures thereon erected, timber limits, water and other powers, and immoveable property of all kind and descriptions and rights in such property, and in particular, to acquire by purchase, possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy, or otherwise deal with and turn to account immoveable properties bearing Civic No. 900 Ontario Street East, in the City of Montreal, and 1879 St. André Street, in the City of Montreal, in the Province of Quebec, under the name of "Corey Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 100 preferred shares of a par value of \$100.00 each, and 100 common shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13077-o Deputy Attorney General.

"Crebisher Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1946 constituant en corporation: Monroe Abbey, Gregory Charlap, Irwin Cohen et Max Slapack tous procureurs, des cité et district de Montréal province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter les propriétés suivantes, à savoir:

Ces certains lots de terre ayant front sur la rue Sherbrooke-ouest, dans le quartier St-André de la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les subdivisions Nos vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf et trente du lot officiel N° dix-sept cent deux (1702-23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine de la cité de Montréal.

Avec ensemble tout le contenu et installations se trouvant dans lesdites bâtisses, soit mobiliers ou immobiliers, qui appartiennent aux vendeurs et qui sont inclus dans l'acte d'achat, sous le nom de "Crebisher Inc."

Le Capital de la compagnie sera de deux cent mille dollars, divisé en 1500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13078

L. DÉSILETS,

"Gare Autobus St-Roch, Limitée"
"St-Roch Bus Station, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de février 1946, constituant en corporation: Mapoléon Fontaine, de Québec-Ouest, J.-B.-Henri Gauthier, de Deschambault, Clovis Beaudet, de la cité de Québec, tous trois du district de Québec, Adéard Audet, de Morissette Station, district de Beauce, et Roger Daigle, de St-Croix, cté Lothinière, tous propriétaires d'autobus, de la province de Québec, dans les buts suivants:

Procurer à ceux qui sont autorisés à faire le transport des voyageurs et des marchandises par autobus, camions ou autres véhicules moteurs, l'accommodation nécessaire pour le départ et l'arrivée de leurs véhicules, moyennant rétribution, en argent ou autrement, sous le nom de "Gare Autobus St-Roch, Limitée" — "St-Roch Bus Station, Limited", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13079-o

L. DÉSILETS.

"Grimmer Services (Limited)"

Avi s'est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Daniel Percy Gillmor, avocat et conseil en loi du Roi, Gretta

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1946, incorporating: Monroe Abbey, Gregory Charlap, Irwin Cohen and Max Slapack, all barristers, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase the following properties, namely:

These certain lots of land fronting on Sherbrooke Street West, in the St. Andrew's Ward of the city of Montreal, known and designated as subdivisions Nos twenty-three, twenty-four, twenty-five, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine and thirty of Official Lot No. Seventeen Hundred and Two (1702-23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 and 30) on the Official Plan and Book of Reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal.

Together with all the contents and equipment in the said buildings, whether moveable or immoveable, which belong to the Vendors and which are included in the agreement of purchase, under the name of "Crebisher Inc."

The capital of the company is to be Two hundred thousand dollars, divided into 1500 preferred shares of a par value of \$100.00 each, and 10,000 common shares of a par value of \$5.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13078-o

Deputy Attorney General.

"Gare Autobus St-Roch, Limitée"
"St-Roch Bus Station, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1946, incorporating: Napoléon Fontaine, of Quebec-West, J. B. Henri Gauthier, of Deschambault, Clovis Beaudet, of the city of Quebec, all three of the district of Quebec, Adéard Audet, of Morissette Station, district of Beauce, and Roger Daigle, of Ste-Croix, county Lothinière, all bus owners, of the Province of Quebec, for the following purposes:

To procure for those who are authorized to transport passengers and merchandise by bus, trucks or other motor vehicles, the accommodation required for the departure and arrival of their vehicles, for payment, in cash or otherwise, under the name of "Gare Autobus St-Roch, Limitée" — "St-Roch Bus Station, Limited", with a total capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13079

Deputy Attorney General.

"Grimmer Services (Limited)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: Daniel Percy Gillmor, advocate and King's Counsel, Gretta Wainwright and Hazel Murphy, secretaries, spinsters

Wainwright et Hazel Murphy, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Négociier, assembler, manufacturer, traiter, acheter, vendre, distribuer et faire le commerce comme grossistes, négociants à forfait, détaillants, importateurs, exportateurs, mandants et agents de, dans et avec, la machinerie, produits mécaniques, ferronnerie, ustensils, articles de sport, produits en métal et en plastique, installations et fournitures et accessoires d'iceux, sous le nom de "Grimmer Services (Limited)", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Les restrictions suivantes s'appliqueront à la compagnie:

(1) Lesdites actions de la compagnie seront transférables seulement avec le consentement de la majorité des directeurs de la compagnie;

(2) Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général.

13080

L. DESILETS.

of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To merchandise, assemble, manufacture, process, buy, sell, distribute and deal, as wholesaler, jobber, retailer, importer, exporter, principal and agent, of, in and with, machinery, mechanical products, hardware, utensils, sporting-goods, metal and plastic products, equipment and supplies, and accessories thereof, under the name of "Grimmer Services (Limited)", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The following restrictions shall apply to the Company:

(1) The said shares of the Company shall be transferable only with the consent of the majority of the Directors of the Company;

(2) The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DESILETS,

13080-o

Deputy Attorney General.

"Guitard Plumbing & Heating Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: William-Félix Mercier, avocat de la cité d'Outremont, Charles-E. Guerette, plombier, et Gabrielle Boutin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tout le district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce et les travaux d'entrepreneurs plombiers, couvreurs, ferblantiers, manufacturiers, poseurs d'appareils de chauffage à la vapeur, à l'eau chaude, au gaz, à l'air chaud, à l'électricité, à l'huile ou de toute manière quelconque et faire le commerce et les travaux d'électriciens et de poseurs d'appareils et de fournitures électriques de toutes sortes;

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et conclure des contrats, construire, exécuter et faire toutes espèces de travaux, et, pour les fins précitées, faire les affaires d'une compagnie générale de construction et d'entrepreneurs pour l'édification de travaux publics et privés, sous le nom de "Guitard Plumbing & Heating Limited", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général.

13081-o

L. DESILETS.

"Guitard Plumbing & Heating Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: William Félix Mercier, advocate, of the city of Outremont, Charles E. Guerette, plumber, and Gabrielle Boutin, stenographer, spinster, both of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in the business and works of plumbing contractors, roofers, tinsmiths, manufacturers, installers of heating systems whether steam, hot water, gas, hot air, electricity, oil or any other kind, and to engage in the business and works of electricians and fitters of electric apparatus and supplies of all kinds;

To carry on business as general contractors and to enter into contracts, build, perform and undertake works of all kinds, and, for the aforesaid purposes, to carry on the business of a general construction company and that of contractors for the construction of public and private works, under the name of "Guitard Plumbing & Heating Limited", with a total capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DESILETS,

13081

Deputy Attorney General.

"Industries Everell Industries Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Paul Noreau, comptable, J.-T.-Éloi Aubin, employé de chemin de fer, tous deux d'Everell, et P.-J.-Maurice Quinn, commis, de la cité de Québec, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

"Industries Everell Industries Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: Paul Noreau, accountant, J.-T.-Éloi Aubin, railway employee, both of Everell, and P. J. Maurice Quinn, clerk, of the city of Quebec, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

Agir comme manufacturier et faire le commerce de jouets, bimbeloterie, tables de bout, articles de maison et de tous articles en bois ou en métal ;

Agir comme entrepreneur pour la coupe et le flottage du bois et faire le commerce général du bois sous toutes ses formes ;

Agir comme entrepreneur en construction de toutes sortes et faire toutes sortes de travaux publics et privés, sous le nom de "Industries Everell Industries Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 328, ave Raymond, Everell, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13082-o L. DÉSILETS.

To act as manufacturer and deal in toys, playthings, end tables, household articles and any wooden or metal articles ;

To act as contractor for the cutting and floating of timber, and carry on a general lumber business under all the forms thereof ;

To act as building contractor for all kinds of constructions and carry on all kinds of public and private works, under the name of "Industries Everell Industries Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at number 328 Raymond Ave., Everell, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13082 Deputy Attorney General.

"Jack Wolfe Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1946, constituant en corporation : Charles Wolfson, avocat, Arthur Kishner, comptable public certifié, tous deux de la cité de Montréal, et Percy H. Streat, comptable agréé, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'habits pour hommes et garçons, vêtements et accessoires dans toutes ses spécialités d'aucune nature quelconque, sous le nom de "Jack Wolfe Limited", avec un capital total de \$49,000, divisé en 245 actions ordinaires d'une valeur de \$100 chacune et en 245 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de février 1946.

L'Assistant-Procureur général,
13083 L. DÉSILETS.

"Jack Wolfe Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1946, incorporating : Charles Wolfson, advocate, Arthur Kishner, certified public accountant, both of the City of Montreal, and Percy H. Streat, chartered accountant, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell and deal in men's and boys' clothing, wearing apparel and accessories in all its branches of any nature whatsoever, under the name of "Jack Wolfe Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 245 common shares of a value of \$100.00 each, and 245 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13083-o Deputy Attorney General.

"Jos. Soucisse Limitée" "Jos. Soucisse Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de février 1946, constituant en corporation : Joseph Soucisse, marchand, Paul-Émile Soucisse, camionneur, et Georgette Soucisse, comptable, épouse contractuellement séparée de biens de Me Benoit-Georges Hémond, avocat, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de la cité de Verdun, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Construire ou acquérir, tenir, gérer ou exploiter et opérer des garages pour la garde, le nettoyage, la réparation et le soin général des automobiles, de camions, de véhicules moteurs, d'aucune et de toutes natures et descriptions et classes et généralement tous véhicules mus ou opérés par la gazoline ou par l'électricité ou tout autre pouvoir à traction, et de tous les accessoires y attachés et s'y rapportant, d'aucune et de toutes natures que ce soit ;

Distribuer, acheter, vendre et troquer des automobiles ou camions neufs et usagés, pièces

"Jos. Soucisse Limitée" "Jos. Soucisse Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1946, incorporating : Joseph Soucisse, merchant, Paul-Émile Soucisse, truckman, and Georgette Soucisse, accountant, wife separate as to property by marriage contract of Me Benoit-Georges Hémond, advocate, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of the city of Verdun, district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes :

To construct or acquire, keep, manage or operate and conduct garages for the keeping, cleaning, repairing and general care of automobiles, trucks, motor vehicles of any and all kinds, descriptions and classes and in general all vehicles run or operated by gasoline, electricity or other motive power, and all accessories connected therewith or incidental thereto, of any and all nature whatsoever ;

To distribute, buy, sell and trade in new or used automobiles or trucks, automobile parts,

d'automobiles, pièces de camions, accessoires ou fournitures qui sont vendables;

Acheter, vendre et faire le commerce ou le trafic, soit en gros ou en détail, d'huiles, graisses benzine, pétroles, dérivés du pétrole, et toutes sortes de produits et sous-produits du pétrole;

Faire affaires comme fabricants et marchand de pneus, tubes et accessoires et articles en caoutchouc de toutes descriptions;

Exploiter tout genre de transport général, sous le nom de "Jos. Soucisse Limitée — Jos. Soucisse Limitée", avec un capital total de \$50,000.00, divisé en 250 actions de \$200.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Verdun, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de février 1946.

13084-o

L. DESILETS.

"Julia Property Co. Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, David Love, comptable, tous deux de la cité de Montréal, et Ruth Horn, fille majeure, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, louer, prendre à bail, échanger, subdiviser, améliorer et vendre des terrains ou autres propriétés immobilières et construire, acheter, détenir, posséder, louer, vendre toutes sortes de bâtisses ou autres propriétés immobilières;

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Julia Property Co. Limited", avec un capital total de \$49,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 440 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de février 1946.

13085

L'Assistant-procureur général,

L. DESILETS.

"La Filature de l'Abitibi Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de février 1946, constituant en corporation: Lucippe Hivon, gérant, Edmond Carrière, Jules Bastien, industriels, Alfred Roy, agent d'assurances, Louis-Georges Cossette, Jean-Claude Cossette, commerçants, Thomas-Louis Simard, garagiste, Gaston Roberge, notaire, et Georges Blais, homme d'affaires, tous d'Amos, district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Établir, maintenir, exploiter, diriger, surveiller, gérer et généralement exercer et entreprendre les commerces, industries et activités qui consistent à manufacturer, produire, acheter, importer et ou autrement acquérir, détenir, emmagasiner, entreposer, filer, organiser, laver, blanchir, teindre, tisser, carder, doubler, tricoter, crocheter, mailer, gaufrer, colorier, imprimer, brider, re-

trucks parts, accessories or supplies capable of being sold;

To buy, sell, trade and deal, wholesale and retail, in oil, grease, benzine, petroleum, petroleum derivatives and all sorts of petroleum products and by-products;

To carry on business as manufacturer of and dealer in tires, tubes and rubber accessories and articles of every description;

To engage in general transportation of all kinds, under the name of "Jos. Soucisse Limitée — Jos. Soucisse Limited", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 shares of \$200 each.

The head office of the company will be in the city of Verdun, district of Montreal, province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1946.

13084

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

"Julia Property Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, David Love, accountant, both of the city of Montreal, and Ruth Horn, spinster of the full age of majority, secretary, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To buy, own, lease, rent, exchange, subdivide, improve, and sell land or other immoveable property, and build, buy, hold, own, lease, sell all kinds of buildings or other immoveable property;

To carry on the business of builders and general contractors, under the name of "Julia Property Co. Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 50 common shares of a par value of \$100.00 each, and 440 shares of preferred stock of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

13085-o

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

"La Filature de l'Abitibi Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1946, incorporating: Lucippe Hivon, manager, Edmond Carrière, Jules Bastien, manufacturers, Alfred Roy, insurance agent, Louis-Georges Cossette, Jean-Claude Cossette, merchants, Thomas-Louis Simard, garage keeper, Gaston Roberge, notary, and Georges Blais, business man, all of Amos, district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish, maintain, operate, direct, supervise, manage and generally carry on and undertake the business, industries and activities which consist in manufacturing, producing, buying, importing and or otherwise acquiring, holding, storing, keeping in storage, spinning, organizing, washing, bleaching, dyeing, weaving, carding, doubling, knitting, crocheting, netting, gaufring,

pousser, préparer, adapter, composer, finir, convertir, manipuler, vendre (soit en gros ou en détail), exporter, vendre à l'enclère, et ou autrement disposer, transporter, faire le commerce ou le négoce par aucun moyen ou manière quelconque, aucune et toutes sortes et descriptions de laine, soie, velours, pluche, drap, feutre, chiffon, malines, voile, satin, coton ou tous tissus filamenteux ou fibreux, jute, caoutchouc, lin, chanvre, manille, erin, agavé, corde, ficelle, fil, étoupe, toile d'emballage, bougran, bourrures, garnitures, toile, bas, rubans, bobines ;

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, passer des contrats, produire, acheter, vendre, exporter, importer et faire le commerce, soit comme manufacturiers, entrepreneurs, marchands de gros, négociants à forfait, détaillants et agents de :

Vêtements de travail pour hommes, garçons, femmes et enfants, vêtements de sport, manteaux, habits et autres vêtements de toutes sortes et descriptions ;

Étoffes en laine, soie et coton, tissus, matelas, et matières de toutes sortes et descriptions ;

Manufacturer, fabriquer, confectionner, vendre, distribuer, échanger, et disposer de toutes sortes de modes, chaussures, souliers, caoutchouc, et d'aucune et de toutes espèces et de toutes sortes de chaussures, de cuir, caoutchouc, feutre, drap de toute description et acheter, importer, vendre et faire le commerce de cuir, de caoutchouc et de tous produits qui en dérivent, sous le nom de "La Filature de l'Abitibi Inc.", avec un capital total de \$99,900.00, divisé en 999 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, dans le District d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, le quatrième jour de février 1946.

L'Assistant-Procureur général,

13086-o

L. DESILETS.

ring, tinting, printing, shirring, embossing, preparing, adapting, composing, finishing, converting, handling, selling (either wholesale or retail), exporting, selling at auction, and or otherwise disposing of, transporting, dealing or trading in any manner or method whatsoever, any and all descriptions of wool, silk, velvets, plush, cloth, felt, chiffon, malines, voile, satin, cotton or any thready or fibrous fabrics, jute, rubber, flax, hemp, manila, hair, agave, cord, twine, thread, oakum, packing cloth, buckram, stuffing, trimmings, linen, hosiery, ribbon, bobbins ;

To carry on the business which consists in manufacturing, entering into contracts for, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing, whether as manufacturers, warehousemen, wholesale merchants, jobbers, retailers and agents in :

Working clothes for men, boys, women and children, sportswear, coats, suits and other garments of every kind and description ;

Woollen, silk and cotton materials, fabrics, mattresses, and materials of every sort and description ;

To manufacture, make, make-up, sell, distribute, exchange, and dispose of all styles of shoes, slippers, rubbers, and any and all kinds and descriptions of footwear made of leather, rubber, felt, or cloth of any description, and to buy, import, sell and deal in leather, rubber and all products derived from same, under the name of "La Filature de l'Abitibi Inc.", with a total capital stock of \$99,900, divided into 999 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1946.

L. DESILETS,

13086

Deputy Attorney General.

"La Manufacture de Meubles de Belœil Ltée"
"Belœil Furniture Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Yvon Clermont, Conrad Prénoveau et Como-E. Dupré, avocats, D.-Adjutor Ménard, comptable agréé, et Charles-Eugène Laforest, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes leurs branches et spécialités, toutes les opérations et exercer les industries de fabricants, manufacturiers, importateurs, exportateurs, négociants et marchands en gros et en détail:

de toutes sortes et de tous les genres d'objets et d'articles en bois, bois de construction, bois à pâte, pâte de bois, et sous-produits d'iceux ;

de toutes sortes de meubles rembourrés ou non, de toutes sortes de jouets et de tous genres d'objets et d'effets propres à garnir et à meubler une maison, un bureau, un magasin, une manufacture, un édifice public ou privé, ou tout autre lieu d'habitation quelconque, y compris les poêles, les fournaies, les moulins à laver, les machines à coudre, les réfrigérateurs, les fauteuils, les chesterfields, les meubles de vivre, de salle à manger, de cuisine, de chambre à coucher, les ustensiles de cuisine, les services de vaisselle, les balais, les brosses, les pelles, les sommiers et matelas, les oreillers, les coussins, les draperies,

"La Manufacture de Meubles de Belœil Ltée"
"Belœil Furniture Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: Yvon Clermont, Conrad Prénoveau, and Como-E. Dupré, advocates, D.-Adjutor Ménard, chartered accountant, and Charles-Eugène Laforest, accountant, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally and in all the branches and specialties thereof the business and industry of makers, manufacturers, merchants of and dealers, both wholesale and retail, in:

All sorts and kinds of wooden objects and articles, lumber, pulpwood, wood-paste and the by-products thereof ;

All kinds of furniture, whether upholstered or not, all kinds of toys and all kinds of objects and effects suitable to decorate and furnish a house, an office, a store, factory, public or private building or any other dwelling-place whatsoever, also stoves, furnaces, washing machines, sewing machines, refrigerators, armchairs, Chesterfields, living-room, dining-room, kitchen, bed-room furniture, kitchen utensils, china sets, brooms, brushes, shovels, springs and mattresses, pillows, cushions, draperies, curtains, shades, portières, lamps, ash-trays, decorative works and any other merchandise whatsoever, connected with

les rideaux, les stores, les portières, les lampes, les cendriers, les travaux décoratifs et toutes autres marchandises quelconques se rapportant ou reliées aux dites industries, sous le nom de "La Manufacture de Meubles de Belœil Limitée — Belœil Furniture Limited", avec un capital total de \$99,000.00, divisé en 990 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera sur le Boulevard Sir Wilfrid-Laurier, à Belœil, dans le district de Richelieu, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13087-o L. DÉSILETS.

or incidental to the said industries, under the name of "La Manufacture de Meubles de Belœil Limitée — Belœil Furniture Limited", with a total capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

The head office of the company will be on Sir Wilfrid Laurier boulevard, at Belœil, in the district of Richelieu, province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13087 Deputy Attorney General.

"Musical Toys Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1946, constituant en corporation: Lazar Lazare, Norman Shaffran, manufacturiers, Louis Orenstein, avocat, et Max N. Padber, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce de jouets mécaniques, musicaux, en tissus, en bois ou en métal et nouveautés d'aucune description ou nature ainsi que des tissus de laine et de coton, vêtements, nouveautés et produits textiles, sous le nom de "Musical Toys Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de janvier 1946.

L'Assistant-procureur général,
13088 L. DÉSILETS.

"Musical Toys Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1946, incorporating: Lazar Lazare, Norman Shaffran, manufacturers, Louis Orenstein, advocate, and Max N. Padber, accountant, all of the city and District of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in mechanical, musical, fabric, wooden or metal toys and novelties of any description or nature as well as wool and cotton fabrics, clothing, novelties and textiles, under the name of "Musical Toys Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1946.

L. DÉSILETS,
13088-o Deputy Attorney General.

"Nord Laboratories Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1946, constituant en corporation: Nathan Levitsky, Thomas Tansey, procureurs, et Emma Kwalwasser, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et/ou vendre cosmétiques, parfums, matières pour la barbe, produits chimiques, articles sanitaires, nouveautés et tous autres produits connexes ou semblables, sous le nom de "Nord Laboratories Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13089 L. DÉSILETS.

"Nord Laboratories Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of February, 1946, incorporating: Nathan Levitsky, Thomas Tansey, barristers, and Emma Kwalwasser, secretary, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy and/or sell cosmetics, perfumes, shaving materials, chemicals, sanitary goods, novelties, and any other allied or similar products, under the name of "Nord Laboratories Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of January, 1946.

L. DÉSILETS,
13089-o Deputy Attorney General.

"Norman House Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1946, incorporating: Dame Bertha

1946, constituant en corporation: Dame Bertha Helbert, agent d'immeuble épouse séparée de biens de Barnett Helbert et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de la cité de Montréal, Celia Cohen, de la cité d'Outremont, et June Kirin, de la cité de Montréal, toutes deux sténographes, filles majeures, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, bail ou aucun autre titre legal et posséder, detenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, user et avoir la jouissance ou autrement faire le commerce et mettre en valeur, et vendre, louer, échanger ou autrement céder et disposer d'immeubles ou d'intérêts en iceux, et de bâtisses ou autres constructions dessus érigées, concessions forestières, pouvoirs hydrauliques et autres, et de propriétés immobilières de toutes sortes et descriptions et des droits sur ces propriétés, et en particulier, acquérir par achat, posséder, detenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, user et avoir la jouissance ou autrement faire le commerce et mettre en valeur les propriétés immobilières portant le N° civique 2170 avenue Lincoln, dans la cité de Montréal, province de Québec, sous le nom de "Norman House Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13090 L. DÉSILETS.

"Princess Tufting Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1946, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, Lillian Lipsey et Yvonne Bélanger, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, échanger, importer, exporter et généralement faire le commerce en gros ou en détail ou comme mandants, agents ou entrepreneurs de produits de toutes sortes en chenille et huppés et d'habits et vêtements, fournitures et accessoires de toute description pour hommes, femmes et enfants;

Exercer le commerce de manufacturiers, entrepreneurs, négociants à forfait, importateurs, exportateurs, grossistes, acheteurs et distributeurs de tous tissus textiles, coton, lainages, soieries, soies artificielles, rayons, toiles et de tous autres tissus d'aucune description quelconque et faire aucune et toutes choses s'y rapportant, sous le nom de "Princess Tufting Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13091 L. DÉSILETS.

Helbert, realtor, wife separate as to property of Barnett Helbert, and duly authorized by him for these presents, of the city of Montreal, Celia Cohen, of the city of Outremont, and June Kirin, of the city of Montreal, both stenographers, spinsters, all of the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy or otherwise deal with and turn to account, and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interests therein, and buildings or other structures there on erected, timber limits, water and other powers, and immovable property of all kinds and descriptions and rights in such property, and in particular, to acquire by purchase, possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy or otherwise deal with and turn to account immovable properties bearing Civic No. 2170 Lincoln Avenue, in the city of Montreal, in the province of Quebec, under the name of "Norman House Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00 divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal, province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1946.

L. DÉSILETS.
13090-o Deputy Attorney General.

"Princess Tufting Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1946, incorporating: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, Lillian Lipsey and Yvonne Bélanger, secretaries, filles majeures, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, exchange, import, export and deal generally both at wholesale or retail or as principal, agents or contractors in chenille and tufted products of all kinds and in men's, women's and children's clothing and wearing apparel, furnishings and accessories of every description;

To carry on the business of manufacturers, contractors, jobbers, importers, exporters, wholesalers, purchasers and distributors of all textile materials, cottons, woollens, silks, artificial silks, rayons, linens and all other materials of any description whatsoever and to do any and all things appertaining to the same, under the name of "Princess Tufting Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 shares of the par value of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at the, city of Montreal, in the district of Montreal province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13091-o Deputy Attorney General.

"Regent Tanning Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1946, constituant en corporation: Melvin Salmon, Michael Greenblatt, avocats, June Kirlin, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, et Rola Heller, commis, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Tanner, exploiter une tannerie, manufacturer, traiter, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de peaux brutes, peaux vertes et cuir de toute sorte; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, tanner, traiter, acheter et vendre des peaux brutes, peaux vertes et cuir de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre, traiter ou tanner ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de peaux brutes, peaux vertes, cuir et marchandises semblables, sous le nom de "Regent Tanning Corporation", avec un capital total de \$49,900, divisé en 149 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 350 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13092

L. DÉSILETS.

"Regent Tanning Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1946, incorporating: Melvin Salmon, Michael Greenblatt, advocates, June Kirlin, stenographer, spinster, all of the city of Montreal, and Rola Heller, clerk, spinster, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To tan, operate a tannery, manufacture, process, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with hides, skins and leather of every sort; to carry on the business of manufacturing, tanning, processing, buying and selling of hides, skins and leather of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, process or tan or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of hides, skins, leather and similar goods, under the name of "Regent Tanning Corporation", with a total capital stock of \$49,000.00 divided into 149 preferred shares of a par value of \$100.00 each, and 350 common shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13092-o

Deputy Attorney General.

"Reliance Sportswear Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de janvier 1946, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Arthur Kishner, comptable public certifié, tous deux de la cité de Montréal, et Percy H. Strean, comptable agréé, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de vêtements de sports, vêtements pour dames, costumes de sport, blouses, costumes de ski, lingerie, jupes, parures de cou, tabliers et couvre-tout, tous faits de coton, toile, laine ou d'autres produits textiles de toute nature quelconque;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de vêtements pour bébés, maillots de bain et accessoires;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de robes et vêtements pour dames, demoiselles et enfants, sous le nom de "Reliance Sportswear Co.", avec un capital total de \$20,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de janvier 1946.

L'Assistant-procureur général,

13093

L. DÉSILETS.

"Reliance Sportswear Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1946, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Arthur Kishner, certified public accountant, both of the City of Montreal, and Percy H. Stream, chartered accountant, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in sportswear, women's wear, slack suits, blouses, ski suits, lingerie, skirts, neckwear, aprons and coveralls all made from cotton, linen, wool or other textiles of any nature whatsoever;

To manufacture, buy, sell and deal in babies clothing, bathing suits and accessories;

To manufacture, buy, sell and deal in women's, misses' and children's dresses and wearing apparel, under the name of "Reliance Sportswear Co.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 100 common shares of a value of \$100.00 each and 100 preferred shares of a value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1946.

L. DÉSILETS,

13093-o

Deputy Attorney General.

"Roméo Monette Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

"Roméo Monette Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the provin-

province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1946, constituant en corporation: Roméo Monette, comptable, Georges-Henri Corbeil, chauffeur, et Édouard Monette, contracteur, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce, en gros ou en détail, pour fins de chauffage, du charbon, du bois et de l'huile, sous le nom de "Roméo Monette Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 3200, Boulevard Perras, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13094-o

L. DÉSILETS.

"St-Maurice Valley Appliances Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de février 1946, constituant en corporation: Auguste Désilets, Roger Deshaies, avocats, et Rollande Lacroix, tous de la cité de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre tous appareils et ustensiles électriques et articles de métal pour l'usage domestique, faire le commerce desdits appareils et articles et agir comme agent pour la vente et l'achat desdits appareils et articles sous le nom de "St-Maurice Valley Appliances Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de cinquante mille dollars, divisé en cinq cents actions de cent dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand'Mère, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, le quatrième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13095-o

L. DÉSILETS.

"The Children's Mission"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1946, constituant en corporation sans capital-actions: F/Lt. Rév. Denis F. Mildon, ministre, Rév. J. R. Armstrong, ministre, George H. Dixon, imprimeur, Madame Catherine M. Mildon, ménagère, épouse commune en biens de Denis F. Mildon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, John Huggins, fils, commis, et Brodie Jamieson, commis, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Pratiquer et exercer ensemble la religion protestante parmi ses membres;

Faciliter l'étude de la Bible, l'histoire et la littérature protestante et entreprendre des œuvres sociales et de bienfaisance, sous le nom de "The Children's Mission".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13096

L. DÉSILETS.

ce of Quebec, bearing date the first day of February, 1946, incorporating: Roméo Monette, accountant, Georges-Henri Corbeil, chauffeur, and Édouard Monette, contractor, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale or retail, in coal, wood and oil, for heating purposes, under the name of "Roméo Monette Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at number 3200 Perras boulevard, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13094

Deputy Attorney General.

"St-Maurice Valley Appliances Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1946, incorporating: Auguste Désilets, Roger Deshaies, advocates, and Rollande Lacroix, all of the city of Grand'Mère, district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, purchase and sell all electrical appliances and utensils, and metal articles for domestic use, to deal in the said appliances and articles and act as agent for the sale and purchase of said appliances and articles, under the name of "St-Maurice Valley Appliances Limited".

The amount of the company's capital stock is fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13095

Deputy Attorney General.

"The Children's Mission"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1946, incorporating without share capital: F/Lt. Rev. Denis F. Mildon, minister, Rev. J. R. Armstrong, minister, George H. Dixon, printer, Mrs. Catherine M. Mildon, housewife, wife common as to property of Denis F. Mildon, and duly authorized by him for the purposes of these presents, John Huggins, Jr., clerk, and Brodie Jamieson, clerk, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To practice and exercise together the protestant religion amongst its members;

To provide for the study of the Bible, protestant history and literature and to do social and welfare work, under the name of "The Children's Mission".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is twenty-five thousand dollars.

The head office of the Corporation will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13096-o

Deputy Attorney General.

"Victor Refrigeration Co., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Robert Thibault, étudiant, de la cité de Québec, Benoit Samson, comptable, Jean-Louis Samson, étudiant, Déziel Samson et Paul Fortier, industriels, ces quatre derniers de la cité de Lévis, tous du District de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, acheter, louer ou autrement acquérir: détenir, vendre, échanger ou autrement aliéner et généralement faire le commerce en gros ou en détail, ainsi qu'effectuer toutes sortes de réparations, modifications ou transformations de toutes sortes de machineries pour la réfrigération de produits alimentaires pour fins domestiques et commerciales, et pour la nourriture en usage sur les fermes d'élevage des animaux à fourrure;

Fabriquer et installer machineries et outillages pour la fabrication de la glace artificielle pour les patinoires, sous le nom de "Victor Refrigeration Co., Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$99,000.00 divisé en 990 actions de \$100.00 chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$33,000.00 dollars, divisée en 330 actions de \$100.00 dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13097-o L. DESILETS.

"Victor Refrigeration Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: Robert Thibault, student, of the city of Quebec, Benoit Samson, accountant, Jean-Louis Samson, student Déziel Samson, and Paul Fortier, manufacturers, the four latter of the city of Lévis, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, lease or otherwise acquire, hold, sell, exchange or otherwise alienate, and carry on business generally, wholesale or retail, and also make any kind of repairs, alterations or transformations of all kinds of machinery, apparatus, instruments, models, and mainly, all kinds of machinery for food refrigeration, for domestic and commercial purposes, and for foodstuffs in use on breeding farms of fur-bearing animals.

To manufacture and install machinery and equipment for the manufacturing of artificial ice for skating rinks, under the name of "Victor Refrigeration Co., Ltd."

The amount of the company's capital stock will be \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$33,000 dollars, divided into 330 shares of \$100 dollars each.

The head office of the company will be at Lévis, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DESILETS,
13097 Deputy Attorney General.

"Weldone Trading Co., Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1946, constituant en corporation: Arnold Balinsky, marchand, Max Slapack et Gregory Charlap, avocats, tous trois de la cité de Montréal, et David Reiskind, marchand, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer et autrement faire le commerce d'articles, effets, marchandises et matières premières des sortes suivantes: accessoires et fournitures d'automobiles; caméras et accessoires de photographie, articles en toile, vêtements, remèdes brevetés ou particuliers (proprietary medicine) et articles divers de pharmacie, ferronnerie, appareils ménagers, fournitures de maison, bijouterie, articles en cuir, instruments de musique et accessoires de musique, notions et menus objets, nouveautés, souvenirs et jouets, articles d'optique, à l'exception des verres ophtalmiques qui seront vendus en gros seulement, produits en papier, marchandises à la pièce, objets religieux, articles de sport, accessoires de fumeurs, articles de toilette et autres marchandises de même nature;

Exercer le commerce comme agents de transfert et de transport, sous le nom de "Weldone Trading Co., Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$20,000, divisé en cent actions ordinaires d'une valeur au pair ou nominale de cent dollars chacune;

"Weldone Trading Co., Inc."

Notice is hereby given that under I Part of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1946, incorporating: Arnold Balinsky, merchant, Max Slapack and Gregory Charlap, advocates, all three of the City of Montreal, and David Reiskind, merchant, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture and otherwise deal in goods, wares, merchandise and raw materials of the following kinds: automotive accessories and equipment; cameras and photographic supplies, canvas goods, clothing, patent or proprietary drugs and drug sundries, hardware, household appliances, household furnishings, jewellery, leather goods, musical instruments and musical supplies, notions and smallwares, novelties, souvenirs and toys, optical goods, excepting ophthalmic glasses which shall be sold in wholesale only, paper products, piece goods, religious goods, sporting goods, smokers' sundries, toilet articles, and other merchandise of like nature;

To carry on business as transfer and transportation agents, under the name of "Weldone Trading Co., Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be \$20,000.00, divided into one hundred common shares of the par value or nominal value of one hundred dollars each;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$10,000, divisée en 100 actions de cent dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de janvier 1946.

L'Assistant-procureur général.

13098

L. DESILETS.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$10,000.00, divided into 100 shares of one hundred dollars each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1946.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

13098-o

"Wexler Realities Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Cyril Edgar Schwisberg, avocat, Ethel Edgar Schwisberg, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, et Mack Berger, éditeur, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, négocier et faire le commerce soit comme mandants ou comme agents, toutes sortes de propriétés immobilières;

Exercer le commerce de construction de toutes sortes de bâtisses, usines et travaux, sous le nom de "Wexler Realities Limited", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général.

13099

L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: Cyril Edgar Schwisberg, advocate, Ethel Edgar Schwisberg, secretary, spinster of the full age of majority, both of the City of Outremont, and Mack Berger, publisher, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy and sell, improve, manage, develop, exchange, lease, deal in and deal with, whether as principals or as agents, all kinds of immoveable property;

To carry on the business of construction of all manner of buildings, plants and works, under the name of "Wexler Realities Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 common shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

13099-o

"400 Taxis Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Henry Watt, gérant, de la cité de Westmount, Maurice E. Richards et Leo Elliott, chauffeurs, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir, posséder, exploiter, prendre à bail, louer, entretenir, engager ou autrement faire le commerce de taxis, camions, autobus, lignes d'autobus, autobus et de toutes sortes d'automobiles et véhicules-moteurs, et exercer en général le commerce de voituriers privés pour les personnes, objets, effets et marchandises et fournir et procurer à des exploiters d'automobiles ou de taxis ou à d'autres personnes ou firmes exerçant un commerce semblable à celui de la compagnie en tout ou en partie, tout service, facilités, renseignements, privilèges, concessions, droits, publicité qui peut être jugée avantageuse à la compagnie ou à ceux qui passent des contrats avec la compagnie, sous le nom de "400 Taxis Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Westmount, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général.

13100

L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: Henry Watt, manager, of the City of Westmount, Maurice E. Richards and Leo Elliott, chauffeurs, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, acquire, own, operate, rent, lease, maintain, hire or otherwise deal with taxicabs, trucks, motor buses, motor bus lines, auto buses, and all sorts of automobile and motor vehicles, and to carry on generally business of private carriers for hire of persons, goods, wares and merchandise and to furnish and supply to automobiles or taxicabs or operators or to other persons or firms carrying on a business in whole or in part similar to that of the company, any service, facilities, information, privileges, concessions, rights, advertisements which may be deemed of advantage to the company or to those contracting with the company, under the name of "400 Taxis Ltd", with a total capital stock of \$5,000.00, divided into 500 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Westmount, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

13100-o

"Industrial Lubricant Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes en date du 16 janvier 1946 de la compagnie "Industrial Lubricants Corporation" en élevant la lettre "S" dans le mot Lubricants, de sorte que le nom de la compagnie puisse se lire ainsi : "Industrial Lubricant Corporation". Cette correction a été faite le 1er mars 1946.

Daté du bureau du Procureur Général, le 12 mars 1946.

L'Assistant-Procureur Général,
13101-o L. DÉSILETS.

"The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour d'avril 1945, constituant en corporation sans capital-actions : Ignacy Grzybala, sculpteur sur bois, Dominik Toczko, menuisier, Jan Mikulski, tailleur, Joseph Kolano, arroseur, Frank Nawrocki, lamineur, Stefan Sekowski, ébéniste, et Joseph Gonet, sculpteur sur bois, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Conserver la culture nationale polonaise ; créer et développer une amitié fraternelle et une aide mutuelle en temps de souffrance, maladie ou de mortalité, spécialement aider les vétérans d'origine polonaise, et leurs familles, qui ont combattu durant la dernière grande guerre, et les vétérans de la présente guerre ; travailler ans l'intérêt du peuple d'origine polonaise, et, en général, protéger leurs intérêts industriels, commerciaux, civils et autres, et accorder une attention particulière au bien-être et au développement de la jeunesse d'origine polonaise, sous le nom de "The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de soixante mille dollars (\$60,000).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de mars 1946.

L'Assistant-Procureur général,
L. DÉSILETS.

Le présent avis annule et remplace celui concernant la même corporation, publié dans la Gazette officielle de Québec, No 32, du 11 août 1945, page 1578.

Québec, 14 mars 1946.

L'Assistant-Procureur général,
13103 L. DÉSILETS.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi, Empereur des Indes.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,—SALUT :

"Industrial Lubricant Corporation"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies Act, the Lieutenant Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent bearing date the 16th of January, 1946, of the company "Industrial Lubricants Corporation", by deleting the letter "S" in the word Lubricants so that the name of the company may read thus : "Industrial Lubricant Corporation". Said correction was made on March 1st, 1946.

Dated at the office of the Attorney General, March 12th, 1946.

L. DÉSILETS,
13101 Deputy Attorney General.

"The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1945, incorporating without share capital : Ignacy Grzybala, wood-carver, Dominik Toczko, carpenter, Jan Mikulski, tailor, Joseph Kolano, sprayer, Frank Nawrocki, reamer, Stefan Sekowski, cabinet maker, and Joseph Gonet, wood-carver, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To maintain the Polish National culture ; to create and spread brotherly spirit and mutual aid in time of trouble, sickness or death, especially to aid the veterans of Polish extraction, and their families, who served in the last great war, and those veterans of the present war ; to work in the interest of people of Polish extraction, and generally to protect their industrial, commercial, civil and other interests and to give particular attention to the welfare and development of the youth of Polish extraction, under the name of "The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the Corporation may possess, is to be limited, is Sixty Thousand Dollars (\$60,000.00).

The head office of the Corporation will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The present notice annuls and replaces the one concerning the same corporation, published in the Quebec Official Gazette, No. 32 of August 11th, 1945, page 1578.

Québec, March 14th, 1946

L. DÉSILETS,
13103-o Deputy Attorney General.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

LETTRES PATENTES

ATTENDU que, par la Loi des compagnies de téléphone, (Chapitre 298 S.R.Q., 1941), il est entre autres choses statué :

QUE trois personnes majeures au moins peuvent, avec l'approbation du Ministre des Travaux publics, s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en conseil, et en obtenir une charte les autorisant à construire une ou des lignes de téléphone électrique avec des embranchements et à louer et acquérir en totalité ou en partie une ligne déjà construite ;

ATTENDU que sur le rapport du Ministre des Travaux publics le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut octroyer aux requérants par Lettres Patentes sous le grand sceau une charte les constituant en corporation pour les fins mentionnées dans la requête ;

ATTENDU que les personnes ci-après désignées ont demandé par requête une charte qui les constitue en corporation pour les objets ci-après décrits ;

ATTENDU que sur le rapport du Ministre des Travaux publics, un arrêté en conseil, portant le numéro 646, a été passé le 21^{ème} jour de février 1946, octroyant à messieurs Joseph Gagnon, Joseph Caron et Odilon Rodrigue, tous cultivateurs, de St-Jean Lalande, comté de Beauce, une charte les constituant en corporation sous le nom de "Le Téléphone Rural de St-Jean Lalande" ;

ATTENDU que les dites personnes ont rempli les formalités prescrites pour l'obtention de la charte demandée et que les objets de l'entreprise de la compagnie projetée sont de ceux pour lesquels le Lieutenant-Gouverneur peut accorder une charte ;

A CES CAUSES, Nous avons, en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par la Loi des compagnies de téléphone mentionnée ci-dessus, octroyé la présente charte constituant en corporation les personnes suivantes, savoir :

Joseph Gagnon, Joseph Caron et Odilon Rodrigue, ainsi que les autres personnes qui sont ou deviendront actionnaires de la compagnie, et ce, pour les objets suivants :

Acquérir les lignes de téléphone rural en opération dans la paroisse de St-Jean Lalande et les lignes reliant ce téléphone aux paroisses environnantes, le tout avec tous les accessoires ;

Opérer le dit système de téléphone comme téléphone rural dans la dite paroisse de St-Jean Lalande et bâtir des grandes lignes pour communiquer aux paroisses environnantes ;

Exercer tous les pouvoirs que donne la loi à telle compagnie de téléphone.

Le nom de la compagnie constituée en corporation est "Le Téléphone Rural de St-Jean Lalande".

Le siège social de ladite compagnie est à St-Jean Lalande, dans le district de Beauce, dans notre province.

Le montant du capital-actions de la compagnie divisé en deux cents actions de cent dollars chacune, est fixé à la somme de vingt mille dollars, monnaie courante du Canada.

Trois actions ordinaires ont été souscrites au fonds social de la compagnie.

Sont nommées directeurs provisoires de la compagnie les personnes suivantes, savoir : tous les requérants.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec ;

LETTERS PATENT

WHEREAS, by the Telephone Companies Act, (chapter 298 R. S. Q., 1941), it is, amongst other things, enacted :

THAT any number of persons of the age of majority, not less than three, may, with the approval of the Minister of Public Works, apply to the Lieutenant-Governor in Council, and obtain a charter authorizing them to build a line or lines of electric telephone with branches and to lease and acquire in whole or in part a line already constructed ;

WHEREAS upon the report of the Minister of Public Works, the Lieutenant-Governor in Council may grant the petitioners by letters patent under the Great Seal, a charter to incorporate them as a corporation for the purposes mentioned in the petition ;

WHEREAS the persons hereinafter designated have applied, by petition, for a charter to incorporate them into a corporation for the purposes hereinafter described ;

WHEREAS upon the report of the Minister of Public Works, an Order in Council, bearing No. 646, was passed on the 21st day of February, 1946, granting to Messrs Joseph Gagnon, Joseph Caron and Odilon Rodrigue, all farmers, of St-Jean Lalande, county of Beauce, a charter incorporating them as a corporation under the name of "Le Téléphone Rural de St-Jean Lalande" ;

WHEREAS the said persons have observed the formalities required for the obtaining of the charter applied for, and that the purposes of the undertaking of the proposed company are such that the Lieutenant-Governor may grant a charter ;

THEREFORE, We have in virtue of the powers to Us granted by the Telephone Companies Act hereinabove mentioned, granted the present charter incorporating as a corporation the following persons, to wit :

Joseph Gagnon, Joseph Caron and Odilon Rodrigue, and also all others who are or who may become shareholders of the company, and such, for the following purposes :

To acquire the rural telephone lines in operation in the parish of St-Jean Lalande and the lines connecting the said telephone system with the neighbouring parishes, the whole with all accessories ;

To operate the said telephone system as a rural telephone in the parish of St-Jean Lalande and to erect service lines to communicate with the neighbouring parishes.

To exercise all powers conferred on the company by the Act.

The name of the company incorporated as a corporation is "Le Téléphone Rural de St-Jean Lalande".

The head office of the said company is at St-Jean Lalande, in the district of Beauce, in our Province.

The amount of capital stock of the company divided into two hundred shares of one hundred dollars each, is fixed at the sum of twenty thousand dollars, Canadian currency.

Three common shares have been subscribed in the capital stock of the company.

The following persons have been appointed provisional directors of the company, to wit : all the petitioners.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed :

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt et unième jour de février l'an de grâce mil neuf cent quarante-six et de Notre Règne le dixième.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
13102-o JEAN BRUCHÉSI,

WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O. M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this Twenty-first day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six, and the tenth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
13102 Under Secretary of the Province.

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, N° 5384. Dame Elphégina Bachand, épouses de Rodrigue Brodeur, de la municipalité de St-Césaire, district de St-Hyacinthe, demanderesse, vs Rodrigue Brodeur, marchand de meubles et propriétaire de taxis, domicilié dans la municipalité de St-Césaire, district de St-Hyacinthe, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15 mars 1946. St-Hyacinthe, le 15 mars 1946.

Les Procureurs de la demanderesse,
13155-o DION & TROTIER.

Action for separation as to property

Province of Quebec, St. Hyacinthe district, N° 5384, Superior Court. Elphégina Bachand, wife of Rodrigue Brodeur, residing in the municipality of St. Césaire, St. Hyacinthe district, plaintiff, vs Rodrigue Brodeur, furniture merchant and taxi owner, of the Municipality of St. Césaire, St. Hyacinthe district, defendant.

An action for separation as to property was instituted on the 15th. day of March, 1946. St. Hyacinthe, March 15th, 1946.

DION & TROTIER,
13155-o Attorneys for plaintiff.

Assemblée

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquière pour élire les directeurs et pour traiter de toute autre affaire qui pourra être portée à l'attention de l'assemblée aura lieu au siège social de la compagnie, 1700 Édifice Sun Life, à Montréal, Qué., Canada, le mardi, 23ième jour du mois d'avril, 1946, à trois heures de l'après-midi.

L'Assistant-Secrétaire,
13001-11-2-o PAUL LEMAN.

Meeting

Notice is hereby given that the Annual Meeting of the Shareholders of The Alma & Jonquière Railway Company for the election of Directors and the transaction of such other business as may properly come before the meeting will be held at the Head Office of the Company, 1700 Sun Life Building, Montreal, Que., Canada, on Tuesday, the 23rd day of April, 1946, at three o'clock in the afternoon.

PAUL LEMAN,
13001-11-2-o Assistant Secretary.

Avis divers

AVIS PUBLIC

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE MONTMORENCY
COMTÉ DE QUÉBEC

Avis est donné qu'à sa séance du 4 mars 1946, le Conseil municipal du Village de Montmorency a décidé par résolution de demander au Lieutenant-Gouverneur en conseil l'émission de lettres patentes érigeant le territoire de cette municipalité en municipalité de Ville, sous le nom de "Ville de Montmorency", sous l'empire de la Loi des Cités et Villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chap. 233).

Le territoire de la nouvelle municipalité sera le même que celui de l'ancienne.

Le chiffre actuel de la population du Village de Montmorency, tel qu'établi par le recensement ordonné par le Conseil, est de 5,813.

Donné au Village de Montmorency, ce 5 mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation municipale du Village de Montmorency.

12967-10-4-o J.-Ed. GODREAULT.

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE

MUNICIPALITY OF MONTMORENCY VILLAGE,
COUNTY OF QUEBEC

Notice is given that, at its sitting of March 4th, 1946, the Municipal Council of Montmorency Village voted a resolution so as to obtain from the Lieutenant-Governor in Council letters patent erecting the territory of said Montmorency Village into a town municipality, named "Town of Montmorency", under the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chap. 233).

The boundaries of said municipality remain the same.

The actual population of Montmorency Village, as established by the census ordered by the Council, is 5,813.

Dated at Montmorency Village, this March 5th, 1946.

J.-ED. GODREAULT,
Secretary-treasurer of the Municipal Corporation of Montmorency Village.
12967-10-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Georges Towstuk, Nick Hutzuleak, Elias Podilchuk, William Niklia, Jack Harrischuk, George (Geon-di) Handziuk, Nick Ghengio, Nick Komarnicky et Elias (Elie) Michailiuk, présenteront une requête au Lieutenant-gouverneur en conseil de la Province de Québec pour être constitués en corporation sous le nom de Canadian Ukrainian Greek Orthodox Church of Saint George", en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311 des statuts refondus de la province de Québec 1941 et amendements.

Montréal, le 18 février 1946.

Les Procureurs des requérants,

MAYRAND, DESLAURIERS &

12786-8-5-o

TRÉPANIÉ.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association of Employees of Scott Clothing Co. Ltd.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est à Longueuil, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,

13108

JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "Conseil Central des Associations patronales de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 7 mars 1946.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Québec, district de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,

13109-o

JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Pierreville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Pierreville, district de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la Province,

13110-o

JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des Syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jules", pour l'étude, la défense et le développement des inté-

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that George Towstuk, Nick Hutzuleak, Elias Podilchuk, William Niklia, Jack Harrischuk, George (Geon-di) Handziuk, Nick Ghengio, Nick Komarnicky et Elias (Elie) Michailiuk, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, for incorporation under the name of Canadian Ukrainian Greek Orthodox Church of Saint-George", in virtue of the Church Incorporation Act, chapter 311 of the revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and amendments.

Montreal, February 18th 1946.

MAYRAND, DESLAURIERS &

TRÉPANIÉ,

12786-8-5-o

Attorneys for petitioners.

NOTICE

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association, under the name of "Association of Employees of Scott Clothing Co. Ltd.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 20th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Longueuil, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,

13108-o

Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates, under the name of "Conseil Central des Associations Patronales de Québec", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 7th, 1946.

The principal place of business of the said federation will be at Quebec, district of Quebec.

JEAN BRUCHÉSI,

13109

Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Pierreville" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 27th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Pierreville, district of Richelieu.

JEAN BRUCHÉSI,

13110

Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jules", for the study, defence and promotion of the eco-

rêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Jules, district de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13111-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Léon-le-Grand", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Léon-le-Grand, district de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13112-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Françoise", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Françoise, district de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13113-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Benoît", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Benoît, district de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13114-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Théodosie", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 8 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Théodosie, district de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13115-o JEAN BRUCHÉSI.

nomie, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 26th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Jules, district of Beauce.

13111 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Léon-le-Grand", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 27th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Léon-le-Grand, district of Rimouski.

13112 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Françoise" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February twenty-sixth, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Françoise, district of Kamouraska.

13113 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an Association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Benoît", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 21st, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Benoît, district of Terrebonne.

13114 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Théodosie", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 8th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Théodosie, district of Richelieu.

13115 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Agricole de St-Pierre-du-Sud", en date du 9 mars 1946, dont le siège social est à St-Pierre, comté de Montmagny, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 13 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13116-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Causapsal", en date du 21 janvier 1946, dont le siège social est à Causapsal, comté de Matapédia, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 18 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13123-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de St-Edmond-du-Lac-au-Saumon", en date du 12 janvier 1946, dont le siège social est à Lac-au-Saumon, comté de Matapédia, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 18 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13124-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Anaclet", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 2 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Anaclet, district de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13120-o JEAN BRUCHÉSI.

LACOLLE SHIRT LTD."

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie "Lacolle Shirt Ltd.", tenue le 1er mars 1946, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de la compagnie de trois à quatre:

"Le règlement suivant est adopté:

"Règlement No 10: A l'assemblée générale annuelle, on devra élire un bureau de quatre (4) directeurs qui demeureront en fonctions jusqu'à l'assemblée annuelle suivante ou jusqu'à l'élection et la qualification de leurs successeurs."

Copie certifiée conforme.

Le Secrétaire-trésorier,
13126-o MAURICE-J. DEMERS.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Agricole de St-Pierre-du-Sud", under date the ninth day of March, 1946, whereof the head office is at St-Pierre, county of Montmagny, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this thirteenth day of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13116 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Causapsal", under date the twenty-first day of January, 1946, whereof the head office is at Causapsal, county of Matapédia and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary
this eighteenth day of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13123 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de St-Edmond-du-Lac-au-Saumon", under date the twelfth day of January, 1946, whereof the head office is at Lac-au-Saumon, county of Matapédia, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this eighteenth day of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13124 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Anaclet", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 2nd, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Anaclet, district of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,
13120 Under Secretary of the Province.

"LACOLLE SHIRT LTD."

Excerpt from the minutes of a meeting of the Directors of the company "Lacolle Shirt Ltd.", held on March 1st, 1946, respecting the increase in the number of directors of the company from three to four:

"The following By-law is adopted:

"By-law No. 10: At the general annual meeting there shall be elected a Board of four (4) directors who will remain in office until the next annual meeting or until the election and qualification of their successors."

Certified true copy.

MAURICE-J. DEMERS,
13126 Secretary-Treasurer.

"EAST LAKE LUMBER COMPANY LIMITED"

Copie du règlement No 1 de East Lake Lumber Company Limited, tel que passé à l'Assemblée des directeurs tenue le neuvième jour de mars 1946 et tel qu'approuvé par l'Assemblée des actionnaires tenue à la même date, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à quatre.

ARTICLE VII, Section 3

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de quatre actionnaires dûment qualifiés de la compagnie, qui seront élus à l'Assemblée générale des actionnaires. Les directeurs resteront en fonction tant qu'ils n'auront pas été remplacés.

ARTICLE VIII, Section 1

Aux assemblées de directeurs le quorum sera de deux membres.
Certifiée vraie copie.

Le Président,
ALBERT PLOURDE.
Le Secrétaire,
J.-A. LAJOIE.

13127-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Angèle-de-Laval", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Angèle-de-Laval, district de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

13128-o

AVIS

(Loi des Syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Séraphine", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Séraphine, district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

13129-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Séverin-de-Proulxville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Séverin-de-Proulxville, district des Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

13130-o

"EAST LAKE LUMBER COMPANY LIMITED"

Copy of By-Law No. 1 of East Lake Lumber Company Limited, as passed at the Directors' meeting held, on the ninth day of March, 1946, and as approved by the Shareholders' meeting, held at the same date, respecting the increase in the number of directors, from three to four.

ARTICLE VII Section 3.

The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of four duly qualified shareholders of the company, who will be elected at the general shareholders' meeting. The directors will remain in office as long as they have not been replaced.

ARTICLE VIII, Section 1

At the meetings of the directors, the quorum shall be two members.
Certified true copy.

ALBERT PLOURDE,
President.
J.-A. LAJOIE,
Secretary.

13127

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Angèle-de-Laval", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 26th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Angèle-de-Laval, district of Nicolet.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

13128

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Séraphine", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 4th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Séraphine, district of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

13129

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Séverin-de-Proulxville" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 21st, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Séverin-de-Proulxville, district of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

13130

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du "Syndicat Coopératif Régional des Arts Paysans de Joliette", en date du 28 février 1946, dont le siège social est à Joliette, comté de Joliette, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 9 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13131-o JEAN BRUCHESI.

Avis Public est par les présentes donné que le Conseil Municipal de Musselyville, Comté de Bonaventure, Province de Québec, en session du 4 février 1946 a adopté le règlement N° 75 instituant en vertu des articles 6870 et suivants section 6 de la loi des assurances de Québec, une compagnie d'assurance mutuelle connue sous le nom de Compagnie d'Assurance Mutuelle de Musselyville, contre le feu, la foudre et le vent.

Musselyville, 16 mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation Municipale de Musselyville,
13132-o VICTOR ONRAET.

NEW CANADIAN HOMES CORPORATION

(Règlement "B")

Un règlement pour autoriser la distribution de l'actif de la compagnie.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit :

1. L'actif de la compagnie sera distribué au prorata entre ses actionnaires conformément à leurs droits respectifs ou suivant les directives de distribution données à la compagnie par tous les actionnaires.

2. Aucun deux officiers ou directeurs de la compagnie sont, par les présentes, autorisés et dirigés à signer, exécuter et délivrer et apposer le sceau de la compagnie en faveur et au nom de la compagnie à tous tels actes, conventions, documents instruments et écritures et faire et exécuter ou voir à ce que tous tels actes et choses soient faits et exécutés comme ils peuvent, à leur discrétion, considérer convenables aux fins d'exécuter et donner effet à la distribution de son actif entre ses actionnaires conformément aux dispositions précédentes de ce règlement.

Copie certifiée conforme du règlement "B" adopté par les directeurs de la compagnie New Canadian Homes Corporation à leur assemblée tenue le 18 mars 1946 et sanctionné, approuvé et confirmé unanimement par tous les votes donnés à l'assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée pour le considérer et tenue le même jour.

Montréal, P. Q., 18 mars 1946.

(Sceau)

Le Président,
H. W. JACKSON.
Le Secrétaire,
W. P. CREAGH.

13133

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de Canadian Wire-

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the "Syndicat Coopératif Régional des Arts Paysans de Joliette", under date the twenty-eight day of February, 1946, whereof the head office is at Joliette, county of Joliette, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1946.

JEAN BRUCHESI,
13131 Under Secretary of the Province.

Public Notice is hereby given that the Municipal Council of Musselyville County of Bonaventure, Province of Quebec in sitting of the 4th February 1946 made the by-law No 75 forming, according to articles 6870 and following section 6 of the Insurance Law of Quebec a Mutual Insurance Company known as Mutual Insurance Company of Musselyville against fire, thunder and wind.

Musselyville, March 16th 1946.

VICTOR ONRAET.
13132-o Sec.-tres. Municipal Corporation of Musselyville.

NEW CANADIAN HOMES CORPORATION

"By-Law" "B"

A by-law to authorize the distribution of the Company's assets.

Be it and it is hereby enacted as follows :

1. The assets of the Company shall be distributed rateably amongst its Shareholders in accordance with their respective rights or in accordance with the directions for distribution given to the Company by all the Shareholders.

2. Any two officers or directors of the Company are hereby authorized and directed for and on behalf and in the name of the Company to sign, executive and deliver, and affix the seal of the Company to, all such deeds, agreements, documents, instruments and writings and do and perform or cause to be done and performed all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be expedient for the purpose of carrying out and giving effect to the distribution of its assets amongst its Shareholders in accordance with the foregoing provisions of this by-law."

Certified to be a true copy of By-law "B" adopted by the Directors of New Canadian Homes Corporation at their meeting held on March 18th, 1946, and sanctioned, approved and confirmed unanimously by all the votes cast at the Special General Meeting of Shareholders of said Company called for considering the same and held on the same day.

Montreal, P. Q. March 18th, 1946.

(Seal)

H. W. JACKSON,
President.
W. P. CREAGH,
Secretary.

13133

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Association des Employés de Canadian

bound Boxes Ltd. (Département des Boîtes de Bois)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé au No 6259, rue Notre-Dame Est, Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13137-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Phare", en date du 16 janvier 1946, dont le siège social est à l'École Ménagère Régionale de Nicolet, comté de Nicolet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 février 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13139-o JEAN BRUCHÉSI.

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE GRANDE-BAIE
COMTÉ DE CHICOUTIMI

Avis de rachat par anticipation

Émission de \$65,500.00, sous l'autorité du règlement N° 37.

Avis public est, par la présente, donné que conformément aux dispositions du règlement N° 37 de la municipalité de la paroisse de Grande-Baie, comté de Chicoutimi, le solde des obligations en cours et dues par la susdite municipalité émises sous l'autorité dudit règlement, sera remboursable à compter du 1er mai 1946.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er mai 1946, présenter lesdites obligations, pour paiement, au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Bagotville, Québec ou Montréal, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er mai 1946.

Donné ce 19ième jour de mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
13141-o FRANÇOIS BERGERON.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Marieville", en date du 30 janvier 1946, dont le siège social est à Marieville, comté de Rouville, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 février 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13144-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Cyrille-de-Wendover", pour l'étude, la défense et le développe-

Wirebound Boxes Ltd. (Wooden Boxes Department)" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 15th, 1946.

The principal place of business of the professional syndicate is at 6259 Notre-Dame street East, Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
13137 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Phare" under date the 16th day of January, 1946, whereof the head office is at "L'École Ménagère Régionale de Nicolet," county of Nicolet, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st of February, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13139 Under Secretary of the Province.

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF GRANDE-BAIE
COUNTY OF CHICOUTIMI

Notice of Redemption by Anticipation

Issue of \$65,500., by-law No 37.

Public notice is given that, pursuant to the provisions of the by-law no 37, of the municipality of the Parish of Grande-Baie, in the county of Chicoutimi, the payment of the bonds outstanding and due by the said municipality, issued under authority of the said by-law, shall be redeemable from and May 1st, 1946.

The holders of the bonds hereinabove mentioned shall, on May 1st 1946, present the said bonds for payment at the offices of the "Banque Canadienne Nationale", Bagotville, Quebec or Montreal, with all unmatured interest coupons.

The said bonds shall cease bearing interest from and after May 1st, 1946.

Given at Grande-Baie, this 19th day of March 1946.

FRANÇOIS BERGERON,
13141-o Secretary-treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Marieville", under date the thirtieth day of January, 1946, whereof the head office is at Marieville, county of Rouville, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13144 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Cyrille-de-Wendover" for the study, defence and promo-

ment des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Cyrille-de-Wendover, district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13146-o JEAN BRUCHÉSI.

A l'assemblée annuelle générale des actionnaires de Gratten Lake Highlands Inc. qui eut lieu le 29^{ième} décembre 1945, il fut résolu à l'unanimité: Que le siège social soit et est transféré de la chambre 905, 407 rue McGill, Montréal, à comté de Montcalm, canton Rawdon, rang 11, lot 11, subdivision 236 (adresse postale; Gratten Lake, près de Rawdon).

L'Officier autorisé,
13143-o ALEXR. WATT.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du Syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Villeroi", en date du 27 janvier 1946, dont le siège social est à Villeroi, comté de Lotbinière, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 21 février 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13145-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Pressiers de Montréal, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13147-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS LÉGAL

POLISH-CANADIAN WELFARE INSTITUTE

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté en conseil N° 810 dûment sanctionné par l'Honorable Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, il a été accordé à la Polish Welfare Association la permission de changer son nom corporatif en celui de "Polish-Canadian Welfare Institute".

Montréal, 12 mars 1946.

Le Procureur de Polish-Canadian
13148 Welfare Institute,
201 ouest, rue Notre-Dame,
Montréal, Qué.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union Canadienne des Ouvriers de Rock City Tobacco de Québec", pour l'étude, la défense et le

tion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 20th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Cyrille-de-Wendover, county of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
13146 Under Secretary of the Province.

At the annual general meeting of shareholders of Gratten Lake Highlands Inc. held December 29th, 1945 it was unanimously resolved: That the head office be and is hereby transferred from Room 905, 407 McGill Street, Montreal, to County of Montcalm, Township of Rawdon, Range 11, Lot 11, Subdivision 236 (postal address; Gratten Lake, near Rawdon).

ALEXR. WATT,
13143-o Authorized Officer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Villeroi", under date the twenty-seventh day of January, 1946, whereof the head office is at Villeroi, county of Lotbinière, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of February, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13145 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Pressiers de Montréal, Inc." for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 4th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
13147 Under Secretary of the Province.

LEGAL NOTICE

POLISH-CANADIAN WELFARE INSTITUTE

Notice is hereby given that by Order in Council No. 810 duly sanctioned by the Honourable Lieutenant-Governor for the Province of Quebec in Council, the Polish Welfare Association was granted permission to change its corporate name to "Polish-Canadian Welfare Institute."

Montreal, March 12th, 1946.

GREGORY CHARLAP,
Attorney for Polish-Canadian
201, Notre-Dame St. W.,
Montréal, Qué.

13148-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "L'Union Canadienne des Ouvriers de Rock City Tobacco de Québec", for the study,

développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district de Québec.

13156-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 18th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Quebec, district of Quebec.

13156 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S. R. Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général, au Ministre des Affaires Municipales et au Ministre de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Daoust & Daoust Limitée" — "Daoust & Daoust Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 3ième jour de septembre 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-huitième jour de février 1946, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de février 1946.

13104-o L'Assistant-Procureur Général,
L. DESILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S. R. Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, au ministre des affaires municipales et au ministre de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Gould's Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5ième jour de novembre 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-huitième jour de février 1946, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce 15ième jour de février 1946.

13105 L'Assistant-Procureur général,
L. DESILETS.

NEW CANADIAN HOMES CORPORATION

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, telle qu'amendée, New Canadian Homes Corporation donne avis par les présentes, qu'elle fera application à l'honorable Procureur Général ou à l'Assistant Procureur Général et à l'honorable Ministre des Affaires Municipales, du Commerce et de l'Industrie pour qu'ils acceptent l'abandon de sa charte et en ordonnent son annulation, et fixent une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Montréal, P. Q., le 19 mars, 1946.
13134-o W. P. CREAGH,
Le Secrétaire.

LEVINOFF AND HERSHCOVITCH LIMITED

Avis est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite à l'Honorable Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R. S. Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Daoust & Daoust Limitée" — "Daoust & Daoust Limited" incorporated by letters patent dated the 3rd day of September, 1942.

Notice is also hereby given that from and after the twenty-eighth day of February, 1946, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1946.

13104 L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R. S. Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Gould's Limited", incorporated by letters patent dated the 5th day of November, 1940.

Notice is also given that from and after the twenty-eighth day of February, 1946, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of February, 1946.

13105-o L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

NEW CANADIAN HOMES CORPORATION

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies Act, as amended, New Canadian Homes Corporation hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney-General or Deputy Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montréal, P. Q., March 19th, 1946.
13134-o W. P. CREAGH,
Secretary.

LEVINOFF AND HERSHCOVITCH LIMITED

Notice is hereby given that application will be made to the Honourable the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to

d'abandonner la charte de ladite compagnie
Levinoff and Herscovitch Limited.

Montréal, 22 janvier 1946.

Le Secrétaire-trésorier,

Et je signe: H. HERSHOVITCH.

Le Procureur de la compagnie,

LOUIS DINER, C. R.

13138

surrender the charter of the said Levinoff and
Herscovitch Limited.

Montreal, January 22, 1946.

And I sign H. HERSHOVITCH,

Secretary-Treasurer.

LOUIS DINER, K. C.,

Attorney for Company.

13138-o

THE CHILD WELFARE ASSOCIATION OF THE
DISTRICT OF ST. FRANCIS

L'ASSOCIATION DU BIEN-ÊTRE DE L'ENFANCE
DU DISTRICT DE ST-FRANÇOIS

THE CHILD WELFARE ASSOCIATION OF THE
DISTRICT OF ST. FRANCIS

L'ASSOCIATION DU BIEN-ÊTRE DE L'ENFANCE
DU DISTRICT DE ST-FRANÇOIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie L'Association du Bien-être de l'Enfance du District de St-François se propose de demander au procureur général et au ministre des affaires municipales de l'industrie et du commerce de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte et la dissolution de ladite compagnie.

Daté à Sherbrooke, Québec, ce 13ième jour de mars, 1946.

Le Secrétaire,

SIDNEY CHILDS.

13160-o

Notice is hereby given that the above Association intends forthwith to apply to the Attorney-General and Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter and for the dissolution of said Association.

Dated at Sherbrooke, Que., this 13th day of March 1946.

SIDNEY CHILDS,

Secretary.

13160-o

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que Ludger Craig Amiot, surintendant d'opérations forestières, célibataire, domicilié à Chicoutimi s'adressera à la présente Législature de la Province de Québec, à la Session actuelle, pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de changer son nom de Ludger Craig Amiot en celui de Ludger Craig Murdock, avec tous les droits et obligations qu'il a acquis dans le passé et tous les droits, privilèges et obligations que la loi peut lui conférer dans l'avenir.

Chicoutimi, le 28 février 1946.

Les Avocats du requérant,

RIVARD, BLAIS et GOBEIL.

12965-10-4-o

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la succession de l'honorable C. S. Rodier s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour l'obtention d'une loi confirmant et ratifiant un acte de vente passé devant le notaire H. B. McLean, le 1er mars 1946, en vertu duquel la succession de l'honorable C. S. Rodier a vendu le lot numéro 1301 du quartier Ste-Anne, Montréal, à National Breweries Limited.

Montréal, le 5 mars 1946.

Les Procureurs de la Requérante

12977-10-4-o O'BRIEN, ST-GERMAIN & STEWART.

Demande à la législature

Avis est par les présentes donné que les Révérends Pères Louis Taché, Hilaire Beaulieu, Alexis Riaud, Joseph Mamie, Julien Péghaire et Joseph Roy, tous membres de la Congrégation du St-Esprit et résidant dans la Province de Québec, s'adresseront à la législature de la Province de Québec, à la présente session pour demander l'adoption d'une loi, les constituant en Corporation.

Hull, 26 février 1946.

Le Procureur des pétitionnaires,

JACQUES BERTRAND.

12874-9-4-o

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Ludger Craig Amiot forest superintendent, bachelor, residing at Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for an act authorizing the change of his name Ludger Craig Amiot in the one of Ludger Craig Murdock with all the rights and obligations he had in the past and subject to the rights, duties and obligations imposed upon him by the said act in the future.

Chicoutimi, February 28, 1946.

RIVARD, BLAIS & GOBEIL,

Attorneys for Petitioner.

12965-10-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the Estate of the Honourable C. S. Rodier will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, for the passing of an act confirming and ratifying a Deed of Sale passed before H. B. McLean, Notary, on the 1st of March 1946, whereby the Estate of the Honourable C. S. Rodier sold lot number 1301 Ste-Anne Ward, Montreal, to National Breweries Limited.

Montreal, March 5th, 1946.

O'BRIEN, ST-GERMAIN & STEWART,

Attorneys for Petitioner.

12977-10-4-o

Application to the Legislature

Notice is hereby given that the Reverend Fathers Louis Taché, Hilaire Beaulieu, Alexis Riaud, Joseph Mamie, Julien Péghaire and Joseph Roy, all members of the Congregation of the Holy Ghost and residing in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session for the passing of an act, incorporating.

Hull, February 26th, 1946.

JACQUES BERTRAND,

Attorney for the applicants.

12874-9-4-o

AVIS

Avis public est par les présentes donné qu'à la présente session de la Législature de Québec, lorsque le bill de la Cité des Trois-Rivières sera entendu en comité, des amendements seront proposés pour les fins suivantes:

1° Ajouter à l'article 500 de la Loi des Cités et Villes, tel que remplacé pour la Cité par la loi 4 George VI, chapitre 83, article 4, les dispositions dudit article 500 de la loi générale concernant l'estimation de toute propriété qui, par incendie, démolition ou toute autre cause, a subi une diminution de valeur considérable;

2° Faire ratifier la résolution du Conseil de la Cité en date du 9 juillet 1945, accordant à Mme Vve Jules Vachon une pension de \$50.00 par mois, pendant viduité, jusqu'à concurrence d'une autre somme de \$3,000.00;

3° Permettre à la Cité de subdiviser en lots et en rues une certaine partie du terrain du dépôt, laquelle partie n'a pas encore été utilisée comme tel.

Trois-Rivières, 6 mars 1946.

Le Procureur de la
Cité des Trois-Rivières,
LÉON LAMOTHE.

12991-10-4-o

Demande à la législature

Avis est, par les présentes, donné que le sousigné, Paul Radakir, de la Cité de Hull, fonctionnaire, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une Loi, autorisant la Corporation des Ingénieurs Professionnels de Québec, de la dispenser de servir la cléricature exigée par la Loi avant l'examen à la pratique du génie civil.

Hull, le 18 février 1946.

Le Requéant,
PAUL RADAKIR.

12868-9-4-o

Canada, Province de Québec

CITÉ DU CAP DE LA MADELEINE

AVIS

Demande à la Législature

Avis est donné qu'à la prochaine session de l'Assemblée législative de la Province de Québec, lorsque le bill de la cité du Cap-de-la-Madeleine, sera entendu en comité, des amendements seront proposés pour les fins suivantes:

1° Pourvoir au paiement au Maire et aux Échevins d'une somme annuelle pour couvrir leurs frais de représentation;

2° Permettre l'emprunt de certains argents nécessaires à la construction d'aqueduc et d'égout par règlement du Conseil sans passer par les formalités ordinaires;

3° Amender la charte de la cité quant à la nomination et aux pouvoirs d'un gérant.

Cap-de-la-Madeleine, 22 février 1946

Le Greffier de la cité du
Cap-de-la-Madeleine,

12865-9-4-o FORTUNAT BEAUMIER.

AVIS

Avis public est par les présentes donné qu'à la présente Session de la Législature de Québec demande sera faite par Charles-Henri Lavertue, Henri Bolduc, J. R. U. Bédard, Lucien Charest et Charles-Henri Darveau, tous experts comptables

NOTICE

Public notice is hereby given that, at the present session of the Quebec Legislature, when the Bill of the city of Trois-Rivières will be read in committee, amendments will be proposed for the following purposes:

1. To add to section 500 of the Cities and Towns Act, as replaced for the City, by the Act 4 George VI, chapter 83, section 4, the provisions of said section 500 of the general Act, concerning the valuation of any property which is considerably diminished in value, either by fire, the pulling down of buildings or any other cause.

2. To secure ratification of a resolution of the Council of the City, under date the 9th of July 1945, granting to Mme Wid. Jules Vachon a pension of \$50 per month, during her widowhood, up to another sum of \$3,000.00;

3. To allow the City to subdivide into lots and streets, a certain part of the land of the City-dump, said part not yet being used as such.

Trois-Rivières, March 6th, 1946.

LÉON LAMOTHE,
Attorney for the
City of Trois-Rivières.

12991-10-4

Application to the Legislature

Notice is hereby given that the undersigned, Paul Radakir, of the city of Hull, Civil Servant, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act authorizing the Corporation of Professional Engineers of Quebec, to dispense him of indentureship required by the Law previous to the examination to the practice of civil Engineering.

Hull, February 18, 1946.

PAUL RADAKIR,
Petitioner.

12868-9-4-o

Canada, Province of Quebec

CITY OF CAP DE LA MADELEINE

NOTICE

Application to the Legislature

Notice is given that at the next session of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, when the Bill of the city of Cap-de-la-Madeleine, will be read before the Committee, amendments will be moved for the following purposes:

1. To provide payment of an annual sum to the Mayor and Aldermen to cover their costs of representation;

2. To permit the borrowing of certain monies required for the building of a waterworks and sewerage system, by by-law of the Council without having to pass through the usual formalities;

3. To amend the charter of the city as regards the appointment and powers of a manager.

Cap-de-la-Madeleine, February 22nd, 1946.

FORTUNAT BEAUMIER,
Clerk of the city of
Cap-de-la-Madeleine.

12865-9-4

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that at the present session of the Legislature of Quebec, application will be made by Charles-Henri Lavertue, Henri Bolduc, J. R. U. Bédard, J. P. Bédard, Lucien Charest and Charles-Henri Darveau, all

et auditeurs du district de Québec, et Émile Langlais, Ralph M. Bell, E. S. Harvey, J. R. Doyle, J. Alphonse Lemay et John Robinson, tous experts comptables et auditeurs du district de Montréal pour la passation d'une loi incorporant "L'Association des Auditeurs Publics Accrédités de Québec" (The Association of Accredited Public Auditors of Quebec), définissant les pouvoirs de cette corporation et les privilèges de ses membres, contenant d'autres dispositions relatives à ladite corporation.

Le Procureur des pétitionnaires,
12866-9-4-o LOUIS DUSSAULT, avocat.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la paroisse de Ste-Germaine du Lac Etchemin, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à la présente session pour obtenir une loi afin de faire approuver la division de l'arrondissement numéro six (6) en deux arrondissements distincts; faire ratifier l'achat de deux terrains ainsi que la construction de deux écoles, déjà commencée, et pour toutes autres fins à ce sujet. Québec, le 11 mars 1946.

Le Procureur des Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la paroisse de Ste-Germaine du Lac Etchemin,
13020-11-4-o PAUL MIQUELON.

AVIS

Avis public est par les présentes donné, que la Corporation municipale de St-Basile et les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de St-Basile village, tous deux dans le comté de Portneuf, s'adresseront à la législature à sa présente Session pour faire ratifier et confirmer par une loi, la résolution N° 118 passée par le Conseil de la Municipalité de St-Basile, le 4 février 1946 et la résolution N° 26 passée par les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de St-Basile village, le 7 février 1946, fixant pour une période de deux ans les taxes municipales et scolaires, payables par Bois Contreplaqués de Québec Inc. & Quebec Plywoods Inc., corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires à Québec, et aussi pour autoriser la signature des contrats se rapportant à la fixation des dites taxes, devant être passés respectivement par la Corporation municipale de St-Basile et les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de St-Basile village avec ladite Bois Contreplaqués de Québec Inc. & Quebec Plywoods Inc. et aussi pour toutes autres fins.

Québec, le 25 février 1946.

L'Avocat des requérants,
12867-9-4-o LOUIS DUSSAULT.

CITÉ DE HULL

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la session actuelle, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendant la charte de la Cité de Hull aux fins suivantes: pour autoriser la Cité à acquérir de gré ou par expropriation le réseau de distribution électrique opéré dans les limites de la Cité par la Compagnie Ottawa Light Heat and Power, ainsi que tous les biens meubles et immeubles appartenant à ladite Compagnie et servant à l'exploitation dudit réseau, avec en outre l'autorisation d'acquérir les biens meubles et immeubles situés en dehors de la Cité et servant à l'exploitation dudit réseau;

accountants and auditors from Quebec and Émile Langlais, Ralph M. Bell, E. S. Harvey, J. R. Doyle, J.-Alphonse Lemay and John Robinson, all accountants and auditors from Montreal for passing of an act incorporating "The Association of Accredited Public Auditors of Quebec" (L'Association des Auditeurs Publics Accrédités de Québec) defining the powers of such corporation and the privileges of its members, and otherwise providing in respect of said corporation.

LOUIS DUSSAULT, advocate,
12866-9-4-o Attorney for applicants.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the school commissioners for the Municipality of the Parish of Ste-Germaine du Lac Etchemin, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, for the passing of an Act to approve of the division of district number six (6) into two separate districts; to ratify the purchase of two pieces of land, the construction of two schools, the construction of which has already begun, and for all other purposes in this regard. Québec, March 11th, 1946.

Attorney for the School Commissioners of the Municipality of the Parish of Ste-Germaine du Lac Etchemin.
12020-11-4-o PAUL MIQUELON.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Corporation for the Municipality of St-Basile and the School Commissioners for the Municipality of St-Basile Village, both in the county of Portneuf, will apply to the legislature at its present session for an act to ratify and confirm resolution No. 118 passed by the Council of the Municipality of St-Basile, on the 4th day of February 1946, and resolution No. 26 passed by the said School Commissioners for the Municipality of St-Basile Village on the 7th day of February 1946, fixing for a period of ten (10) years the taxes payable by Quebec Plywoods Inc. & Bois Contreplaqués de Québec Inc., a body corporate having its head office at Québec, for both municipal and school purposes and also to authorise signature of contracts concerning said fixing taxes, to be passed respectively by the Corporation of the Municipality of St-Basile and by the said School Commissioners for the Municipality of St-Basile Village with the said Quebec Plywoods Inc. & Bois Contreplaqués de Québec Inc., and for other purposes.

Québec, 25th February 1946.

LOUIS DUSSAULT,
12867-9-4-o Attorney for petitioners.

CITÉ DE HULL

Notice is by these presents given that the City of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its actual session, to obtain the adoption of a special law to amend its Charter for the following purposes: to authorize the City to acquire by consent or by expropriation the electrical distribution system operated within the limits of the City by the Ottawa Light Heat and Power Company, with also all the moveables and immoveables belonging to said Company and being used for the operation of said system, with also the authorization to acquire the moveables and immoveables situated outside the limits of the City and being used

pour autoriser la Cité à emprunter par débetures les sommes nécessaires pour ladite acquisition; pour former une Commission Municipale pour l'opération d'un système municipal de distribution d'électricité; pour transporter à ladite Commission son propre système d'électricité pour administration et exploitation, comprenant son système d'éclairage et son système d'alarmes; pour déterminer les pouvoirs des membres de ladite Commission et pourvoir à leur rémunération.

Hull, le 13 mars, 1946.

H.-LÉON LEBLANC,
Le Greffier de la Cité.

Contresigné:

Les Procureurs de la Cité de Hull,
13118-12-4-o STE-MARIE & STE-MARIE.

for the operation of said system; to authorize the City to borrow by debentures the necessary amount for said acquisition; to constitute a Municipal Board for the operation of said municipal system of electrical distribution; to transfer to said Board its own electrical system for administration and operation, including its electrical lighting system and its alarm system; to determine the powers of the members of said Board and to provide for their remuneration.

Hull, March 13th, 1946.

H.-LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Countersigned:

STE-MARIE & STE-MARIE,
13118-12-4-o Attorneys for the City of Hull.

Département des Affaires municipales

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, le 19 mars 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

ATTENDU qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Ste-Anne-de-Beaupré, dans le comté de Montmorency N° 1, le vingt-troisième jour de février 1946, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de ladite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

IL EST ORDONNÉ que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal du village de Ste-Anne-de-Beaupré, dans le comté de Montmorency N° 1, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Québec, le 19 mars 1946.

Le Sous-ministre des Affaires Municipales,
13154-o ÉMILE MORIN.

Department of Municipal Affairs

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, March 19th, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

WHEREAS, by resolution passed by the municipal council of the village of Ste. Anne-de-Beaupré, in the county of Montmorency No. 1, on the twenty-third day of February, 1946, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

IT IS ORDERED that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the village of Ste-Anne-de-Beaupré, in the county of Montmorency No. 1, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Quebec, March 19th, 1946.

ÉMILE MORIN,
13154 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

N° 326-46

Québec, le 11 mars 1946.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "la municipalité scolaire de Lac Tiblemont", dans le comté de l'Abitibi-Est, le territoire ci-dessous décrit, dans le canton de Pascal, qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire, savoir:

Le lot 29 à la Rivière Louvicourt, dans les rangs I et II, le lot 29 au Lac Tiblemont, dans le rang III, le lot I au Lac Tiblemont, dans les rangs IV à X inclusivement, ainsi que le bloc A.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

13030-11-2-o

Department of Education

No. 236-46

Quebec, March 11th, 1946.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Lac Tiblemont", in the county of Abitibi-East, the territory hereunder described, in the township of Pascal, which is not yet organized for school purposes, to wit:

Lot 29 to the Louvicourt river, in ranges I and II, lot 29 to "Lac Tiblemont", in Range III lot I to "Lac Tiblemont", in ranges IV to X inclusively, and also Block A.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

13030-11-2

N° 937-42

Québec, le 13 mars 1946.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté de Papineau, le territoire ci-dessous décrit, et de l'annexer, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire du canton de Buckingham, même comté, savoir:

Le coin sud-ouest du lot N° 6, contenant 15 acres, appartenant à M. Maurice Lonsdale; le coin sud-ouest du lot N° 9-B, 9-A et la partie Sud du lot N° 10-A de 200 acres, appartenant à M. Walter McGarry; la partie nord du lot N° 10-A; les lots 10-B, 11-A, 11-B de 300 acres appartenant à M. Christopher Thompson; les lots 12, 13, contenant 400 acres, appartenant à M. Milton Thompson.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

13058-11-2-o

No. 937-42

Quebec, March 13th, 1946.

Application is made to detach from the school municipality of Notre-Dame-de-la-Salette, in the county of Papineau, the territory herein-under described and to annex the same, for Protestants only, to the school municipality of the township of Buckingham, same county, to wit:

The Southwest corner of lot No. 6, containing 15 acres, belonging to Mr. Maurice Lonsdale, the Southwest corner of lot No. 9-B, 9-A, and the South part of lot No. 10-A of 200 acres, belonging to Mr. Walter McGarry; the North part of lot No. 10-A; the lots 10-B, 11-A, 11-B of 300 acres, belonging to Mr. Christopher Thompson; lots 12, 13, containing 400 acres, belonging to Mr. Milton Thompson.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

13058-11-2

N° 3612-43

Québec, le 13 mars 1946.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Faustin, comté de Terrebonne, les lots suivants, tous inclusivement, du canton de Wolfe, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Faustin-Station, même comté.

Les lots 29a, 30b, 30c, 31a, 32 à 43 du rang VII; 1 à 21 et 29 à 44 du rang VIII; 1 à 44 du rang IX; 2 à 44 du rang X et tous les lots des rangs XI à XV inclusivement.

Le Surintendant
VICTOR DORÉ.

13059-11-2-o

No 3612-43

Quebec, March 13th, 1946.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Faustin, county of Terrebonne, the following lots, all inclusively, of the township Wolfe, and to annex them to the school municipality of Saint-Faustin-Station, same county:

Lots 29a, 30b, 30c, 31a, 32 to 43 of range VII; 1 to 21 and 29 to 44 of range VIII; 1 to 44 of range IX; 2 to 44 of range X and all the lots of ranges XI to XV inclusively.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

13059-11-2

ERRATUM

N° 612-45.

Québec, 14 mars 1946.

Dans l'avis publié dans la *Gazette Officielle de Québec* des 9 et 16 février 1946, concernant la municipalité scolaire de Ste-Praxède, comté de Wolfe, dans le 9ème ligne, il faut lire "Rangs V et VI", au lieu de V et VII.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ,

13107-o

ERRATUM

N° 612-45.

Quebec, March 14th, 1946.

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of the 9th and 16th of February, 1946, concerning the school municipality of Ste-Praxède, county of Wolfe, in the 9th line, please read: Ranges V and VI", instead of V and VII.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

13107

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forest

Avis

NOTICE

Cadastre officiel de la ville de Bourlamaque division d'enregistrement de l'Abitibi.

Official Cadastre of the Town of Bourlamaque Registration Division of Abitibi.

Avis est par la présente donné que les lots 659 et 664 à 668 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

NOTICE is hereby given that lots 659 and 664 to 668 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 28 février 1946.

Quebec, February the 28th, 1946.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

13106-o

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

13106-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 1653, du 28 juin 1941, et amendements, relatif à l'industrie de la construction de Québec:

La phrase suivante sera ajouté à la fin de l'article concernant la durée du décret: "Un avis à cet effet doit également être adressé au ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 23 mars, 1946.

13135-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 102, du 11 janvier 1945, relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec:

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article XIV, concernant la durée du décret: "Tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 23 mars, 1946.

13136-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 2678, du 12 juillet 1940, et amendements relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville.

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article XX, concernant la durée du décret: "Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 23 mars, 1946.

13152-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 1653, of June 28th, 1941, and amendments relating to the Construction Industry of Quebec:

The following sentence will be added at the end of section XIV concerning the duration of the decree: "Such notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections to the above amendment which those interested may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 23rd, 1946.

13135-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 102, of January 11th, 1945, relating to the wrought wood industry in Quebec district:

The following sentence is added at the end of section XIV, concerning the duration of the decree: "Such notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections to the above amendment which those interested may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 23rd, 1946.

13136-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 2678, of July 12th 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville.

The following sentence is added at the end of section XX, concerning the duration of the decree: "Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections to the above amendment which those interested may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 23rd, 1946.

13152-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1823, du 10 juillet 1943, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, la cité de Salaberry-de-Valleyfield et la ville de Beauharnois. On demande:

1° Que le paragraphe "i" suivant soit ajouté à l'article I:

"i.— Les mots "employeur barbier, coiffeur ou coiffeuse" désignent toute personne, association ou corporation qui opère un ou plusieurs établissements reconnus comme salons de barbier, de coiffure ou de beauté, tels que définis au paragraphe "c" du présent article, et qui retient les services d'un ou de plusieurs compagnons ou apprentis-barbiers, coiffeurs ou coiffeuses exerçant, en entier ou en partie, le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse décrit aux paragraphes "a" et "b" du présent article."

2° Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'article XI, concernant la durée du décret: "Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 23 mars 1946.

13149-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du gant fin dans la province de Québec, décret numéro 1095, du 28 avril 1943, et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit:

Les mots suivants seront ajoutés à la fin de l'article X, concernant la durée du décret: "Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec: ce 23 mars, 1946.

13151-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Salaberry-de-Valleyfield has submitted to him a petition to amend the decree number 1823, of July 10th, 1943, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the county of Vaudreuil-Soulanges, the city of Salaberry-de-Valleyfield and the town of Beauharnois. It is requested:

1o. That the following subsection "i" be added to section I:

"i.— The words "employer-barber, hairdresser (male or female)" mean any person, association or corporation who operates one or more establishments known as barber shops or hairdressing or beauty parlors, as defined in subsection "c" of the present section, and who hires the services of one or more journeyman or apprentice-barbers, hairdressers (male or female) plying, in whole or part, the barber or hairdresser trade described in subsections "a" and "b" of the present section."

2o. That the following words be added at the end of section XI, concerning the duration of the decree: "Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which those interested may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 23rd, 1946.

13149-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fine glove industry in the Province of Quebec, decree number 1095, of April 28th, 1943, and amendments have submitted to him a request to amend the said decree as follows:

The following words will be added at the end of section X, concerning the duration of the decree: "Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which those interested may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 23rd, 1946.

13151-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the

contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec, décret numéro 1096, du 28 avril 1943, et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit:

Les mots suivants seront ajoutés à la fin de l'article X, concernant la durée du décret: "Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 23 mars, 1946.

13150-0

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 3824, du 12 octobre 1944, relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Abitibi, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé et Bonaventure.

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article XVI, concernant la durée du décret: "Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 23 mars, 1946.

13153-0

Minutes de notaire

Avis est par la présente donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par Me Marcel Gilbert, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Côme, district judiciaire de Beauce, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me L. de G. Crépeau, autrefois notaire à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce, et maintenant registrateur du comté et district de Beauce, et des greffes dont ce dernier était cessionnaire, savoir: Me Louis Moisan, Me J.-J. Lavoie, et partie de celui de Me Jules Côté.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13050-11-5-0 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par Me Paul-Edouard Boudreau, notaire, demeurant et pratiquant à

collective labour agreement relating to the working glove industry in the Province of Quebec, decree number 1096, of April 28th, 1943, and amendments, have submitted to him a request to amend the said decree as follows:

The following words will be added at the end of section X, concerning the duration of the decree: "Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which those interested may desire to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 23rd, 1946.

13150-0

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 3824, of October 12th 1944, relating to Charitable Institutions, Hospitals, Homes and Asylums in the judicial districts of Quebec, Three Rivers, Abitibi, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé and Bonaventure.

The following sentence is added at the end of section XVI, concerning the duration of the decree: "Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections to the above amendment which those interested may desire to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 23rd, 1946.

13153-0

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Me Marcel Gilbert, notary, residing and practising at Saint-Côme, judicial district of Beauce, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me L. de G. Crépeau, heretofore notary at Saint-Georges, judicial district of Beauce, and now registrar for the county and district of Beauce, and the records of which the latter was assignee, to wit: Me Louis Moisan, Me J.J. Lavoie, and part of those of Me Jules Côté.

JEAN BRUCHÉSI,
13050-11-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby give, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Paul-Edouard Boudreau, notary, residing and practising at Sher-

Sherbrooke, district judiciaire de St-François, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Edouard Boudreau, notaire, qui pratiquait à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Québec, ce 18 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13125-12-5-o JEAN BRUCHÉSI.

brooke, judicial district of St. Francis, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Edouard Boudreau, notary, who practised at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Quebec, March 18th, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13125-12-5 Under Secretary of the Province.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général suppléant
P. FRENETTE { ATTENDU qu'une requête nous a été présentée par certains propriétaires de biens-fonds situés dans la municipalité d'Aubert-Gallion, comté de Beauce, demandant que le territoire qu'ils habitent soit détaché de la dite municipalité et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de la paroisse de St-Georges-Est", comté de Beauce ;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal, à cet effet, ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité et qu'il restera à la municipalité d'Aubert-Gallion, comté de Beauce, après cette érection, une population d'au moins trois cents âmes ;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande ;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 21 février, 1946, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir :

Un territoire situé en partie dans la seigneurie d'Aubin-de-L'Isle et en partie dans le canton de Jersey, et dont les limites se décrivent comme suit, à savoir : — partant du point d'intersection de la ligne nord-ouest du lot 530 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Georges avec la rive droite ou rive nord-est de la rivière Chaudière ; de là, en référence au dit cadastre officiel, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres : la dite ligne nord-ouest du lot 530, la ligne ouest du rang II, la ligne nord-ouest du lot 856, la ligne ouest du rang III, les lignes nord-ouest des lots 859, 863 et 862, la ligne est du rang IV, la ligne nord-ouest du lot 846, une ligne droite limitant vers l'est les lots 846, 789, 788, 787 et 786, la ligne sud-est du rang St-Antoine-Sud-Est ; la ligne nord-est du lot 718, la ligne sud-est du rang Ste-Marguerite, la ligne nord-est du lot 673, la ligne sud-est du rang Belfast, les lignes sud-est des lots 646, 647, 638, 639 et 640 jusqu'à la ligne nord des rangs VI et VII du canton de Jersey ; de là, dans le canton de Jersey, en référence au cadastre officiel pour le dit canton, la dite ligne nord des rangs VI et VII, la ligne nord-est du lot 13 du rang VII, la ligne sud-

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

P. FRENETTE { WHEREAS a petition has been presented to Us by certain owners of real estate situate in the municipality of Aubert-Gallion, county of Beauce, requesting that the territory which they inhabit be detached from the said municipality and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Parish of St-Georges-East", county of Beauce ;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to this effect have been fulfilled that the said territory is in the condition required by law to form a municipality and that there will remain in the municipality of Aubert-Gallion, county of Beauce, after said erection, a population of at least three hundred souls ;

WHEREAS it is expedient to grant this request ;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order, dated February 21st, 1946, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit :

A territory situate partly in the Seigneurie of Aubin-de-L'Isle and partly in the township of Jersey, and whereof the limits are described as follows, to wit : starting from the point of intersection of the Northwest line of lot 530 of the official cadastre for the parish of Saint-Georges with the right bank or Northeast shore of the Chaudière river ; thence, with reference to the said official cadastre, passing by the following lines and demarcations in continuity the one to the other : the said Northwest line of lot 530, the West line of range II, the Northwest line of lot 856, the West line of range III, the Northwest lines of lots 859, 863 and 862, the East line of range IV, the Northwest line of lot 846, a straight line bounding, on the East, lots 846, 789, 788, 787 and 786, the Southeast line of the Southeast St. Antoine range, the Northeast line of lot 718, the Southeast line of Ste-Marguerite range, the Northeast line of lot 673, the Southeast line of Belfast range, the Southeast lines of lots 646, 647, 638, 639 and 640 up to the North line of ranges VI and VII of the township Jersey ; thence, in the township Jersey, with reference to the official cadastre for the said township, the said North

est du lot 13 de chacun des rangs VII et VI, la ligne est du Rang I N.-E., la ligne sud du lot 16c du rang I N.-E. et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière Chaudière ; de là, le dit axe de la rivière Chaudière en le suivant vers le nord-ouest jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 612 et 613 du cadastre officiel de la paroisse de St-Georges faisant la limite sud-est de la municipalité du village-Est-de-Saint-Georges-de-Beauce ; de là, suivant les limites sud-est, nord-est et nord-ouest de la dite municipalité du Village-Est-de-Saint-Georges-de-Beauce pour revenir à l'axe de la rivière Chaudière, et suivant le dit axe vers le nord-ouest, en incluant l'île portant les numéros 889 et 890, jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 530 du dit cadastre de la paroisse de Saint-Georges et enfin le dit prolongement jusqu'au point de départ ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites.

Sera détaché de la municipalité d'Aubert-Gallion, comté de Beauce, et sera érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de la paroisse de St-Georges-Est" et que la dite érection prendra effet à compter du 1er janvier suivant la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec :

Témoin : Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce vingt-septième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

PAR ORDRE,

13122-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

line of ranges VI and VII, the Northeast line of lot 13 of range VII, the Southeast line of lot 13 of each of ranges VII and VI, the East line of N. E. Range I, the South line of lot 16c of N. E. Range I and its prolongation as far as the axis of the Chaudière river ; thence, the said axis of the Chaudière river following it Northwestward to the prolongation of the division line of lots 612 and 613 of the official cadastre for the parish of St-Georges forming the Southeastern boundary of the municipality of the village East of Saint-Georges-de-Beauce ; thence, following the Southeastern, Northeastern and Northwestern boundaries of the said municipality of village East of Saint-Georges-de-Beauce to return to the axis of the Chaudière river, and following the said axis Northwestward, including the island bearing numbers 889 and 890, to the prolongation of the Northwest line of lot 530 of said cadastre of the parish of Saint-Georges and finally the said prolongation to the starting point ; the said territory together with the roads, rivers, lakes, watercourses or parts of same comprised within the above described limits, to be detached from the municipality of Aubert-Gallion, county of Beauce, and to be erected into a separate municipality under the name of "municipality of the parish of St-Georges-Est" and the said erection to take effect as from the 1st of January following the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed :

WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C. M. G., D.S. O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six, and in the tenth year of Our Reign.

BY COMMAND,

13122 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

ST-ONGE & FOURNIER INC.

Avis est donné que la compagnie "St-Onge & Fournier Inc.", constituée en corporation dans la Province de Québec, par lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1945 ayant son bureau principal dans la Ville d'Amos, au numéro 71 de la Première Rue Est jusqu'aujourd'hui, l'a transporté au numéro 13 de la Rue Principale.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Amos, Qué., ce vingtième jour de février 1946.

13140-o Le Secrétaire,
J.-A. ST-ONGE.

Head Offices

ST-ONGE & FOURNIER INC.

Notice is given that the company "St-Onge & Fournier Inc.", incorporated in the Province of Quebec, by letters patent bearing date the twenty-sixth day of January 1945, and having its head office in the Town of Amos, has changed its office from 71 First Street East, Amos, to 13 Main Street, Amos.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being its Head office.

Dated at Amos, Québec., this 20th day of February, 1946.

13140-o Secretary,
J.-A. ST-ONGE.

"BRAKE AND WELDING SUPPLIES LIMITED"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Brake and Welding Supplies Limited", constituée en corporation par lettres patentes sous le grand sceau de la province de Québec, le 23^{ème} jour de janvier 1946, et ayant son siège social à Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 4269 ouest, rue Ste-Catherine, dans ladite cité de Montréal.

Le 28 février 1946.

BRAKE AND WELDING SUPPLIES LIMITED
13117 Par M. A. COPELAND.

"BRAKE AND WELDING SUPPLIES LIMITED"

Notice is hereby given that "Brake and Welding Supplies Limited", incorporated by Letters Patent under the Great Seal of the Province of Quebec on the 23rd day of January 1946 and having its Head Office in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 4269 St. Catherine Street West, in the said City of Montreal.

February 28th, 1946.

BRAKE AND WELDING SUPPLIES LIMITED
13117-o Per: M. A. COPELAND.

Soumissions**LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA CITÉ DE CHICOUTIMI**

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le sousigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, mardi, le neuvième jour d'avril 1946, pour l'achat de \$200,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la Municipalité de la cité de Chicoutimi, datée du 1^{er} mai 1946 et remboursables en séries suivant le tableau ci-dessous:

Capital échéant en séries du 1^{er} mai 1947 au 1^{er} mai 1966. Intérêt à 3% par année, échéant semi-annuellement le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année.

Année	Capital	Année	Capital
1947	\$ 11,200.00	1957	\$ 5,800.00
1948	11,600.00	1958	6,000.00
1949	12,000.00	1959	6,300.00
1950	12,400.00	1960	6,500.00
1951	12,900.00	1961	6,700.00
1952	13,300.00	1962	6,900.00
1953	13,800.00	1963	7,200.00
1954	14,300.00	1964	7,400.00
1955	14,800.00	1965	7,700.00
1956	15,300.00	1966	7,900.00

Le capital et les intérêts sont payables à la Banque Canadienne Nationale, à Chicoutimi, à Québec ou à Montréal.

Ces obligations seront émises en coupures de \$100.00 et multiples de \$100.00 et pourront être enregistrées quant au capital.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toute échéance d'intérêts, sur préavis de pas moins de 30 jours ni plus de 60 jours, publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, (S.R.Q. 1941, ch. 212).

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de cette émission, soit \$2,000.00.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Ces obligations pourront être livrées vers la fin d'avril 1946.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi qui sera tenue le 9 avril 1946, à 7½ heures de l'après-midi, à l'Hôtel de Ville.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, ce 19 mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
13121-o **J.-ERN. BLACKBURN.**

Tenders**SCHOOL COMMISSION OF THE CITY OF CHICOUTIMI**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until four o'clock in the afternoon on Tuesday, the ninth day of April, 1946, for the purchase of \$200,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, dated the 1st of May, 1946, and redeemable serially according to the table hereunder:

Capital to mature serially from May 1st 1947 to May 1st, 1966. Interest at 3% per annum, maturing semi-annually on the 1st of May and 1st of December of each year.

Year	Capital	Year	Capital
1947	\$ 11,200.00	1957	\$ 5,800.00
1948	11,600.00	1958	6,000.00
1949	12,000.00	1959	6,300.00
1950	12,400.00	1960	6,500.00
1951	12,900.00	1961	6,700.00
1952	13,300.00	1962	6,900.00
1953	13,800.00	1963	7,200.00
1954	14,300.00	1964	7,400.00
1955	14,800.00	1965	7,700.00
1956	15,300.00	1966	7,900.00

Capital and interest payable at the Banque Canadienne Nationale at Chicoutimi, Quebec or Montreal.

These bonds will be issued in denominations of \$100 and multiples of \$100 and may be registered as to capital.

These bonds may be redeemed by anticipation at par on any date of payment of interest, upon previous notice of not less than 30 days nor more than 60 days, published in the *Quebec Official Gazette* (R.S.Q. 1941, ch. 212).

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of said issue, namely \$2,000.

Every tender must specify whether the accrued interest is or is not included in the price of the tender.

The said bonds may be delivered towards the ends of April, 1946.

The tenders will be opened and considered at a regular meeting of the School Commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, which shall be held on April 9th, 1946, at half past seven o'clock in the evening, at the City Hall.

The Council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Chicoutimi, March 19th, 1946.

J.-ERN. BLACKBURN,
13121 Secretary-Treasurer.

Province de Québec

PAROISSE DE GRANDE-BAIE

Soumissions pour obligations

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé jusqu'à 9 heures de l'avant-midi, le 8 avril 1946 pour l'achat de \$44,000.00 d'obligations à être émises en vertu du règlement no 53. Ces obligations seront datées du 1er mai 1946, remboursables en séries en vingt ans.

L'intérêt sur ces obligations sera de 3% sur les échéances de 1947 à 1951 inclusivement, au montant de \$8,600.00 et de 3¼% sur les échéances de 1952 à 1966 inclusivement au montant de \$35,400.00.

Le capital et les intérêts seront payables à toutes les succursales de la Banque Canadienne Nationale dans la Province de Québec.

Les obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de trente ni plus de soixante jours publié dans la Gazette officielle de Québec.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt, ce dépôt ne portera pas intérêt.

La corporation se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Daté à Grande-Baie, le 19 mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
FRANÇOIS BERGERON.

13142-o

Province de Québec

LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE DE JOLIETTE

Soumissions pour obligations

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné jusqu'à sept heures de l'après-midi, lundi le huit avril 1946 pour l'achat de \$350,000.00 d'obligations de la Municipalité scolaire de la ville de Joliette, datées du 1er avril 1946 et remboursables en séries suivant le tableau ci-dessous.

Capital échéant en séries du 1er avril 1947 au 1er avril 1976. Intérêts à 3% par année, échéant semi-annuellement le 1er octobre et le 1er avril de chaque année. Ces obligations seront émises en coupures de \$100, \$500 et \$1000 et pourront être enregistrées quant au capital.

Tableau de remboursement

\$350,000 — 3% — 30 ans

Balance de l'octroi à recevoir \$135,000.00
(\$15,000 en 9 ans)

Année	Capital
1947	\$10,300.00
1948	10,700.00
1949	11,030.00
1950	11,400.00
1951	11,700.00
1952	12,100.00
1953	12,500.00
1954	12,900.00
1955	13,300.00
1956	8,500.00
1957	8,700.00
1958	9,000.00

Province of Quebec

PARISH OF GRANDE-BAIE

Tenders of Bonds

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "tender for bonds" will be received by the undersigned up to 9 o'clock in the morning on the 8th April 1946, for the purchase of \$44,000.00 of bonds to be issued under the authority of by-law No. 53. The said bonds to be dated from 1st of May, redeemable serially in twenty years.

Interest on these bonds will be 3% on maturities from 1947 to 1951 for an amount of \$8,600.00, 3¼% on maturities from 1952 to 1966 for an amount of \$35,400.00.

Capital and interest will be payable at all branches of the Banque Canadienne Nationale of the Province of Quebec.

The bonds may be redeemed by anticipation at par upon previous notice of not less than thirty nor more than sixty days published in the Quebec Official Gazette.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, this deposit shall not bear interest.

The corporation does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Grande-Baie, March 19th, 1946.

FRANÇOIS BERGERON,
Secretary-Treasurer.

13142-o

Province of Quebec

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF JOLIETTE

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to seven o'clock in the evening, Monday, the eighth of April 1946, for the purchase of \$350,000 of bonds of the School Municipality of the Town of Joliette, dated from the first of April, 1946 and redeemable serially according to the table herein below.

Capital maturing serially from the 1st of April 1947 to the 1st of April 1976. Interest at 3% per annum, maturing semi-annually on the 1st of October and 1st of April of each year. The said bonds to be issued in denominations of \$100, \$500 and \$1,000 and may be registered as to capital.

Table of Redemption

\$350,000 — 3% — 30 years

Balance of grant to be received \$135,000
(\$15,000 in 9 years)

Year	Capital
1947	\$10,300.00
1948	10,700.00
1949	11,000.00
1950	11,400.00
1951	11,700.00
1952	12,100.00
1953	12,500.00
1954	12,900.00
1955	13,300.00
1956	8,500.00
1957	8,700.00
1958	9,000.00

1959	9,300.00	1959	9,300.00
1960	9,600.00	1960	9,600.00
1961	9,900.00	1961	9,900.00
1962	10,100.00	1962	10,100.00
1963	10,500.00	1963	10,500.00
1964	10,800.00	1964	10,800.00
1965	11,100.00	1965	11,100.00
1966	11,400.00	1966	11,400.00
1967	11,800.00	1967	11,800.00
1968	12,100.00	1968	12,100.00
1969	12,500.00	1969	12,500.00
1970	12,900.00	1970	12,900.00
1971	13,200.00	1971	13,200.00
1972	13,700.00	1972	13,700.00
1973	14,000.00	1973	14,000.00
1974	14,500.00	1974	14,500.00
1975	14,900.00	1975	14,900.00
1976	15,600.00	1976	15,600.00
\$350,000.00		\$350,000.00	

Un octroi de \$135,000.00 payable en 9 ans est promis par le gouvernement provincial, en vue de payer une partie de cette émission.

Le capital et les intérêts sont payables à la Banque Canadienne Nationale, à Joliette, Montréal et Québec.

Ces obligations pourront sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Un avis de tel rachat sera publié une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, pas moins de trente jours, ni plus de soixante jours avant la date de rachat et sera affiché ou publié en la manière prescrite par les avis publics de la corporation scolaire. Cet avis mentionnera le numéro de ou des obligations sujettes à ce rachat.

Le même avis sera dans le même délai, déposé à la poste, sous pli recommandé à la dernière adresse connue de tout détenteur d'une obligation immatriculée dont le rachat aura été ainsi ordonné.

Toute obligation dont le rachat aura été ainsi ordonné cessera de porter intérêt à compter de la date prévue dans le dit avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à 1% du montant de l'émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission. Les obligations pourront être livrées dans un délai raisonnable.

Les soumissions seront reçues au bureau du secrétaire-trésorier, Z. Michaud, N° 586 rue Manseau, Joliette, jusqu'à sept heures de l'après-midi et seront ensuite prises en considération à une séance des commissaires qui aura lieu le lundi huit avril 1946, à huit heures du soir, à l'École Supérieure St-Viateur, rue Notre-Dame.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Joliette, ce 20ième jour de mars 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
Z. MICHAUD.

13159-o

A grand of \$135,000 payable in 9 years has been promised by the Provincial Government, with a view to paying a part of this issue.

Capital and interest will be payable at the Banque Canadienne Nationale, at Joliette, Montreal and Quebec.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however if the said redemption be partial, it shall affect the most distant maturities and the highest numbers.

A notice of such redemption will be published once in the Quebec Official Gazette, not less than thirty nor more than sixty days before the date of redemption and shall be posted up or published in the manner prescribed for public notices of the school corporation. This notice shall mention the number of the bond or bonds subject to said redemption.

The same notice shall, within the same delay, be forwarded by registered mail, to the last known address of any holder of a registered bond thus called for redemption.

Any bond thus called for redemption shall cease to bear interest as from and after the date stipulated in the said notice.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque of 1% of the amount of the issue.

Every tender must specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender. Bonds will be delivered within a reasonable delay.

Tenders will be received at the office of the Secretary-treasurer, Z. Michaud, No. 586 Manseau Street, Joliette, up to seven o'clock in the evening and shall then be taken into consideration at a meeting of the commissioners to be held on Monday the eighth of April, 1946, at eight o'clock in the evening, at "L'École Supérieure St-Viateur", Notre-Dame Street.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Joliette, this 20th day of March, 1946.

Z. MICHAUD,
Secretary-Treasurer.

13159-

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier mai 1945 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits dans les provinces de Québec, de Nouveau Brunswick et de la Nouvelle Ecosse, seront vendus aux enchères par Frank Waddington, successeur de D. M. Henderson, encanteurs, 128 King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin le neuf mai 1946, en conformité de la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 14 mars 1946.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY
Le Surintendant,

13119-12-6-o

H. L. ATTO.

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le vingt-quatrième jour d'avril 1945 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi, le vingt-quatrième jour d'avril 1946, en conformité de la Loi des chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 4 mars 1946.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des Postes et Bagages,
12966-11-6-o W. E. ALLISON.

Sales of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1945, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson and Co., auctioneers at 128 King St. East, Toronto, Ont. at eleven o'clock in the forenoon, on the ninth day of May 1946, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY
March 14th, 1946, Montréal Que.

H. L. ATTO,

Superintendent.

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 24th day of April, 1945, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 24th, 1946, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, March 4th, 1946.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
per: W. E. ALLISON,
12966-11-6-o Manager, Mail & Baggage Traffic.

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure N° 239,057. Dlle Marguerite Picard et Dlle Joséphine Picard, toutes deux filles majeures, de la ville de Dorval, district de Montréal demandereses, vs Dame Alice Picard, veuve de feu Josephat Deschamps des cité et district de Montréal et Dame Charlotte Picard, de Lachine district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph R. Leroux, du même lieu et ce dernier tant pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes que comme chef de la communauté existant entre lui et sa dite épouse;

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant dans et pour le district de Montréal, rendu le 7 mars 1946, la licitation des immeubles ci-après décrits a été ordonnée:

1° a) Un lot de terre de forme irrégulière, situé en la cité de Lachine sur la rue St-Joseph, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-dix-sept du lot originaire numéro huit cent quatre-vingt-sept (887-177) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; avec bâtisses dessus construites portant le numéro 730 de la dite rue St-Joseph, d'une superficie de 13,416 pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

b) Un emplacement situé entre la rue St-Joseph et la lac St-Louis, en la cité de Lachine connu et désigné comme étant le numéro cent soixante et quatorze de la subdivision du lot originaire huit cent quatre vingt-sept (887-174) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse

Sale by Licitaton

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 239,057. Mlle Marguerite Picard and Mlle Josephine Picard, both spinsters of age, of the town of Dorval, district of Montreal, plaintiffs vs Dame Alice Picard, widow of the late Josephat Deschamps, of the city and district of Montreal, and Dame Charlotte Picard, of Lachine, district of Montreal, wife common as to property of Joseph R. Leroux, of the same place and the latter both to authorize his wife for the purposes hereof and as chief of the community existing between him and his said wife;

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in and for the district of Montreal, rendered the 7th of March, 1946, the licitation of the immovables hereinafter described has been ordered:

1. a) A lot of land of irregular figure, situate in the city of Lachine on St. Joseph street, known and designated as being lot number one hundred and seventy-seven of original lot number eight hundred and eighty-seven (887-177) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine — with buildings thereon erected bearing number 730 of said St. Joseph street, having an area of 13,416 feet, English measure and more or less;

b) An emplacement situate between St. Joseph street and Lake St. Louis, in the city of Lachine, known and designated as being number one hundred and seventy-four of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-174) on the official plan and in the book

de Lachine; mesurant en superficie environ 1300 pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

(Les deux susdits immeubles pour être vendus en bloc)

2° a) Un emplacement situé à l'intersection de la rue Saint-Joseph et de la 52ième avenue en la cité de Lachine, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante et dix-huit de la subdivision du lot originaire huit cent quatre-vingt-sept (887-178) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; mesurant en superficie 7160 pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

b) Un emplacement situé entre la rue Saint-Joseph et le lac Saint-Louis, en la cité de Lachine, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante et quinze de la subdivision du lot originaire huit cent quatre-vingt-sept (887-175) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; mesurant en superficie environ 1308 pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

(Les deux susdits immeubles pour être vendus en bloc).

3° a) Un lot de terre, de forme irrégulière, situé en la cité de Lachine, sur la 52ème avenue, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante et dix-neuf de la subdivision du lot originaire huit cent quatre-vingt-sept (887-179) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant en superficie 9393 pieds, mesure anglaise et plus ou moins; avec une maison dessus construite;

b) Un emplacement situé entre la rue St-Joseph et le Lac St-Louis, en la cité de Lachine, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante et seize de la subdivision du lot originaire huit cent quatre-vingt-sept (887-176) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine mesurant en superficie environ 940 pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

(Les deux susdits immeubles pour être vendus en bloc)

4° Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt de la subdivision du lot originaire huit cent quatre-vingt-sept (887-180) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; mesurant en superficie environ 8325 pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

5° Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-un de la subdivision du lot originaire huit cent quatre-vingt-sept (887-181) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; mesurant en superficie 7613 pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

6° Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-deux de la subdivision du lot originaire huit cent quatre-vingt-sept (887-182) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; mesurant en superficie 9638 pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le 25 avril 1946 à dix heures et demie de l'avant-midi, salle d'audience numéro 31, au Palais de Justice de la Cité de Montréal, ou à telle autre chambre à laquelle les parties pourront être référées, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier ou liste de charges déposé au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal; et toute opposition à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au bureau dudit protonotaire

of reference of the parish of Lachine; measuring in area about 1300 feet. English measure and more or less;

(These two aforesaid immovables to be sold "en bloc").

2. a) An emplacement situate at the intersection of Saint Joseph street and 52nd avenue in the city of Lachine, known and designated as being lot number one hundred and seventy-eight of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-178) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine; measuring in area 7160 feet, English measure and more or less;

b) An emplacement situate between Saint Joseph street and Lake St. Louis, in the city of Lachine, known and designated as being lot number one hundred and seventy-five of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-175) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine; measuring in area about 1308 feet, English measure and more or less;

(These two aforesaid immovables will be sold "en bloc")

3. a) A lot of land, of irregular figure, situate in the city of Lachine, on 52nd avenue, known and designated as being lot number one hundred and seventy-nine of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-179) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine, measuring in area 9393 feet, English measure and more or less; with a house thereon erected;

b) An emplacement situate between St. Joseph street and Lake St. Louis, in the city of Lachine, known and designated as being lot number one hundred and seventy-six of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-176) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine; measuring in area about 940 feet, English measure and more or less;

(These two aforesaid immovables to be sold "en bloc")

4. An emplacement known and designated as being lot number one hundred and eighty of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-180) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine, measuring in area about 8325 feet. English measure and more or less;

5. An emplacement known and designated as being lot number one hundred and eighty-one of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-181) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine; measuring in area 7613 feet, English measure and more or less;

6. An emplacement known and designated as being lot number one hundred and eighty-two of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-182) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine; measuring in area 9638 feet, English measure and more or less.

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-FIFTH of APRIL, 1946, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31, in the Court House of the City of Montreal, or in such other room to which the parties may be referred, subject to charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal; and any opposition to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the

de la dite cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses de le faire;

Un dépôt doit être fait par chaque enchérisseur de la façon suivante: \$2000.00 sur les lots 887-177 et 887-174; \$500.00 sur les lots 887-178 et 887-175; \$500.00 sur les lots 887-179 et 887-176; et \$50.00 sur chacun des lots 887-180, 887-181 et 887-182.

Montréal, le 11 mars 1945.

Les Procureurs des demandereses,
MAYRAND, DESLAURIERS & TRÉPANIÉR,
4, est, rue Notre-Dame,
Montréal,
Lancaster 9235 13015-11-2-0

office of the said prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition to payment must be filed within six (6) days after the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit must be made by each bidder, in the following manner: \$2,000 on lots 887-177 and 887-174; \$500 on lots 887-178 and 887-175; \$500 on lots 887-179 and 887-176; and \$50. on each of lots 887-180, 887-181 and 887-182.

Montréal, March 11th, 1946.

MAYRAND, DESLAURIERS & TRÉPANIÉR,
Attorneys for plaintiffs.
4, Notre-Dame Street East,
Montréal,
Lancaster 9235. 13015-11-2

Ventes pour taxes municipales

Province de Quebec — District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU CANTON BÉGIN

Avis est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du neuf mars 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale de canton Bégin, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil du canton Bégin, le DIX AVRIL 1946, à UNE heure de l'après-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées de l'année 1945 et des années antérieures, auront été payés avant le moment de la vente.

1.— Louis-Philippe Gagné — Les lots 1 et 2, rang 1.

2.— Alfred Larocque — Un terrain formant partie du lot 24, rang 1, mesurant 25 pieds de largeur sur 40 pieds de profondeur, plus ou moins, borné comme suit: — à l'ouest par le chemin public, au nord, à l'est et au sud par le résidu dudit lot, appartenant à Isaie Villeneuve.

3.— Philippe Girard — Un terrain formant partie du lot 33, rang 1, communément désigné comme lot 33A, mesurant 150 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, plus ou moins, borné comme suit: — au nord, par le chemin public, à l'est, au sud et à l'ouest par le résidu dudit lot 33 appartenant à Paul-Henri Rainville ou représentants.

4.— Ulysse Maltais — Le lot 35, rang 2.

5.— Thomas-Louis Gauthier — Les lots 39 et 40, rang 1.

6.— Armand Savard "Louis" — Le lot 41, rang 2, sous billet de location.

7.— Philippe Girard — Le lot 48, rang 2, sous billet de location.

8.— Henri Dufour — Un terrain formant partie du lot 33, rang 3, communément désigné comme lot 33D, mesurant environ 50 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, borné comme suit: — au nord, par le chemin public, à l'est et au sud, par le résidu du lot 33, appartenant à Jean-Baptiste Perron ou représentants, et à l'ouest par la partie du lot 33 communément appelée 33EE appartenant à René Gagné.

Tous ces lots et parties de lots sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Bégin et seront vendus avec

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec — District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF TOWNSHIP BÉGIN

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated March ninth, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinunder described, in payment of taxes due the municipal corporation of township Bégin, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction, in the Council Hall of Township Bégin, on the TENTH of APRIL, 1946, at ONE o'clock in the afternoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables upon which all payments due for consolidated municipal taxes and all unconsolidated municipal taxes for the year 1945, and the previous years, shall have been paid before the time of the sale.

1.— Louis-Philippe Gagné — Lots 1 and 2, range 1.

2.— Alfred Larocque — A lot of land forming part of lot 24, range 1, measuring 25 feet in width by 40 feet in depth, more or less, bounded as follows: on the West by the public road, on the North, East and South by the residue of said lot, belonging to Isaie Villeneuve.

3.— Philippe Girard — A lot of land forming part of lot 33, range 1, commonly designated as lot 33A, measuring 150 feet in width by 100 feet in depth, more or less, bounded as follows: on the North by the public road, on the East, South and West by the residue of said lot 33 belonging to Paul-Henri Rainville or representatives.

4.— Ulysse Maltais — lot 35, Range 2.

5.— Thomas-Louis Gauthier — lots 39 and 40, range 1.

6.— Armand Savard "Louis" — Lot 41, range 2, under location ticket.

7.— Philippe Girard — Lot 48, range 2, under location ticket.

8.— Henri Dufour — A lot of land forming part of lot 33, range 3, commonly designated as lot 33D, measuring about 50 feet in width by 100 feet in depth, bounded as follows: on the North by the public road, on the East and South by the residue of lot 33, belonging to Jean-Baptiste Perron or representatives, and on the West by that part of lot 33 commonly called 33EE, belonging to René Gagné.

All these lots and parts of lots are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Bégin

bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y a lieu, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Canton Bégin, ce onze mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier,

ROMÉO LÉVESQUE.

13011-11-2-o

Province de Québec—District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE STE-ANNE
DE CHICOUTIMI

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du neuf mars 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous désigné pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la municipalité du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, le dit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle du conseil du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, le DOUZE AVRIL 1946, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, le dit immeuble ne sera pas mis en vente si les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales de l'année 1945 et antérieures, sont payés avant le moment de la vente.

1.—Pitre Tremblay fils de François "Blaise" Un emplacement formant partie du lot 10-B dans le premier rang ouest au cadastre officiel du canton Tremblay, mesurant environ 296 pieds de front sur le chemin public, et compris dans les bornes suivantes:—En front, vers l'est, au chemin public ou route conduisant au deuxième rang; au sud, au terrain de Eugène Savard, fils de feu Étienne; vers l'ouest, au terrain de Aimé Gravel; et au nord au terrain de Thomas Boulianne ou représentants.

Cet immeuble sera vendu avec bâtisses et dépendances et toutes servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant l'affecter.

Le prix d'adjudication sera payable immédiatement.

Les versements non échus des taxes municipales consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Ste-Anne-de-Chicoutimi ce 11 mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier,

J. A. CARON.

13013-11-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ROBERVAL.

Fieri Facias

Cour Supérieure

District de Chicoutimi, { ALLAN GRAHAN, mécanicien,
N° 11,861 { de Shipshaw, district de Chicoutimi, demandeur vs WALTER

and will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to said immovables.

The adjudication price of each of these immovables shall be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Township Bégin, this eleventh of March, 1946.

ROMÉO LÉVESQUE,

Secretary-Treasurer.

13011-11-2

Province of Quebec—District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF STE-ANNE
DE CHICOUTIMI

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the ninth of March, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovable hereinbelow described, in payment of arrears of taxes due the municipality of the village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, with interest and costs, and that consequently, the said immovable will be sold by public auction, in the Council Hall of the village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, on the TWELFTH day of APRIL, 1946, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovable will not be sold if the payments due on consolidated municipal taxes and all municipal taxes for the year 1945 and previous years, be paid before the sale.

1. Pitre Tremblay, son of François "Blaise": An emplacement forming part of lot 10-B in the West range on the official cadastre for the Township Tremblay, measuring about 296 feet in front on the public road and comprised within the following boundaries: In front, to the East, by the public road or by-road leading to the second range; on the South, by the land of Eugène Savard, son of the late Étienne; towards the West, by the land of Aimé Gravel, and on the North by the land of Thomas Boulianne or representatives.

The said immovable will be sold with buildings and dependencies and all active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect the same.

The purchase price will be payable immediately

Payments not due on consolidated municipal taxes will be charged to the purchaser.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Ste-Anne-de-Chicoutimi, this 11th of March, 1946.

J. A. CARON,

Secretary-Treasurer.

13013-11-2

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ROBERVAL.

Fieri Facias

Superior Court

District of Chicoutimi, { ALLAN GRAHAN, mechanic,
No. 11,861 { of Shipshaw, district of Chicoutimi, plaintiff vs WALTER

FORSMAN, rentier de l'endroit appelé Isle Maligne, dans la paroisse de St-Nazaire, district de Chicoutimi, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une maison d'habitation à deux étages et d'autres bâtisses formant des dépendances de la dite maison érigée sur un terrain appartenant à Duke-Price Power Company, Limited, le dit terrain étant connu comme formant partie du lot N° trois (3) du Rang A, aux plan et livre de renvoi officiels pour le Canton Delisle, dans le comté du Lac St-Jean, et étant plus complètement décrit de la façon suivante:

"Partant d'un piquet sur la ligne de division entre les lots numéros deux (2) et trois (3) dudit rang et canton, dix-neuf cent quatre-vingt (1980) pieds au sud du rang entre les rangs A et un dudit canton, de là à angle droit avec ladite ligne de division entre les lots numéros deux (2) et trois (3) dans une direction ouest sur une distance de six cent quarante-deux (642) pieds, de là à angle droit dans une direction sud parallèle à ladite ligne de division entre les lots numéros deux (2) et trois (3) sur une distance de deux cents (200) pieds; de là à angle droit dans une direction est sur une distance de six cent quarante-deux (642) pieds jusqu'à ladite ligne de division entre les lots deux (2) et trois (3) et de là à angle droit dans une direction nord le long de la ligne de division susdite entre les lots numéros deux (2) et trois (3) sur une distance de deux cents (200) pieds du point de départ, tous tel qu'indiqué sur le plan y annexé. Le tout contenant approximativement deux et quatre-vingt-quinze centièmes (2.95) acres."

Le terrain précédemment décrit est spécifiquement distrait de la saisie-immobilière, laquelle n'est pratiquée que sur la susdite maison d'habitation à deux étages et sur les autres bâtisses formant des dépendances de ladite maison.

Pour être vendue à la porte de l'hôtel de ville Isle-Maligne Côté Lac St-Jean-Est, P.Q. le 23 avril (mardi) mil neuf cent quarante-six, à deux heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY.
Roberval, le 20 mars, 1946. 13157-12-2-0
[Première insertion le 23 mars 1946]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, N° 8439

trois marchands de bois, de la cité de Shawinigan Falls et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Painchaud & Frères"; demandeurs, vs FRANÇOIS PERRON, domicilié au N° 101, rue Lavergne, en la cité de Shawinigan Falls, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Shawinigan Falls, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatorze, des subdivisions du lot originaire numéro quarante-quatre (44-114), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Flore; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse du Christ-Roi, en la cité de Shawinigan Falls, MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 20 mars 1946. 13158-12-2-0
[Première insertion, 23 mars 1946]

FORSMAN, annuitant of the place called Isle Maligne, in the parish of St-Nazaire, district of Chicoutimi, defendant.

As belonging to the defendant:

A two-story dwelling house and other buildings constituting dependencies of the said house erected on a lot of land belonging to the Duke-Price Power Company, Limited, the said lot of land known as forming part of lot number three (3) of Range A, on the official plan and in the book of reference for the Township Delisle, in the county of Lake St. John, and being more amply described as follows:

"Commencing at a stake on the dividing line between lots numbers two (2) and three (3) said range and Canton, nineteen hundred and eighty (1980) feet south of the Range between Ranges A and One, said Canton, thence at right angle to the said dividing line between lots numbers two (2) and three (3) in a Westerly direction a distance of six hundred and forty-two (642) feet thence at right angle in a Southerly direction parallel to the said dividing line between lots numbers two (2) and three (3) a distance of two hundred (200) feet; thence at right angle in an Easterly direction a distance of six hundred and forty-two (642) feet to the said dividing line between lots numbers two (2) and three (3) and thence at right angle in a Northerly direction along the aforesaid dividing line between lots numbers two (2) and three (3) a distance of two hundred (200) feet of the point of origin; all of which as shown on the plan annexed hereto. The whole containing approximately two and ninety-five hundredths (2.95) acres."

The above described lot of land is specifically deducted from the seizure of immovables, the same being exercised only on the aforesaid two-story dwelling house and other buildings forming the dependencies of the said house.

To be sold at the Town Hall of Isle-Maligne, county of Lake St. John, East, P. Q., on the TWENTY-THIRD of APRIL (Tuesday), one thousand nine hundred and forty-six, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTOINE TREMBLAY,

Sheriff's Office, Roberval, March 20th, 1946. 13157-12-2
[First insertion March 23, 1946]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District of Trois-Rivières, No. 8439

lumber merchants, of the city of Shawinigan Falls and there carrying on business under the firm name and style of "Painchaud & Frères", plaintiffs; vs FRANÇOIS PERRON, domiciled at No. 101 Lavergne Street, in the city of Shawinigan Falls, defendant.

An emplacement situate in the city of Shawinigan Falls, known and designated as being lot number one hundred and fourteen of the subdivisions of original lot number forty-four (44-114) of the official plan and book of reference for the parish of Ste-Flore, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Christ-Roi, in the city of Shawinigan Falls, on TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. MERCIER,

Sheriff's Office, Trois-Rivières, March 20th, 1946. 13158-12-2
[First insertion, March 23rd, 1946]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 12

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Bachand vs Brodeur 867

ASSEMBLÉE:

La Compagnie de Chemin de Fer Alma
& Jonquières 867

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Association des Employés de Canadian
Wirebound Boxes Ltd. (Département
des Boîtes de Bois) (Formation) 872
Association of Employees of Scott Cloth-
ing Co. Ltd. (Formation) 868
Canadian Ukrainian Greek Orthodox
Church of Saint George (Demande
d'incorporation) 868
Conseil Central des Associations Patro-
nales de Québec (Formation) 868
Coopérative d'Électricité de Causap-
cal (Fondation) 870
Coopérative d'Électricité de St-Edmond-
du-Lac-au-Saumon (Fondation) 870
East Lake Lumber Company Limited
(Directeurs) 871
Grande-Baie, paroisse de (Rachat d'o-
bligations) 873
Gratten Lake Highlands Inc. (Règle-
ment) 874
La Caisse Populaire Desjardins de Ma-
rieville (Fondation) 873
La Caisse Populaire Desjardins de Vil-
leroi (Fondation) 874
Lacolle Shirt Ltd. (Directeurs) 870
Le Phare (Fondation) 873
Le Syndicat de l'U.C.C. de Pierreville
(Formation) 868
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Benoît
(Formation) 869
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Fran-
çoise (Formation) 869
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Anaclet
(Formation) 870
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Cyrille-de-
Wendover (Formation) 873
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Angèle-
de-Laval (Formation) 871
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Séraphi-
ne (Formation) 871
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Théodo-
sie (Formation) 869
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jules
(Formation) 868
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Léon-le-
Grand (Formation) 869
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Séverin-
de-Proulxville (Formation) 871
Le Syndicat des Pressiers de Montréal
Inc. (Formation) 874
L'Union Canadienne des Ouvriers de
Rock City Tobacco de Québec (For-
mation) 874
Montmorency, village de (Obtention
de lettres patentes) 867
Musselyville, municipalité de (Règle-
ment) 872
New Canadian Homes Corporation
(Distribution de l'actif) 872

Index of the Quebec Official Gazette, No. 12

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bachand vs Brodeur 867

MEETING:

The Alma & Jonquières Railway Com-
pany 867

847 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 847

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Employés de Canadian
Wirebound Boxes Ltd. (Wooden Box-
es Department) (Formation) 872
Association of Employees of Scott Cloth-
ing Co. Ltd. (Formation) 868
Canadian Ukrainian Greek Orthodox
Church of Saint George (Application
for incorporation) 868
Conseil Central des Associations Patro-
nales de Québec (Formation) 868
Coopérative d'Électricité de Causap-
cal (Foundation) 870
Coopérative d'Électricité de St-Edmond
du-Lac-au-Saumon (Foundation) 870
East Lake Lumber Company Limited
(Directors) 871
Grande-Baie, paroisse de (Redemption
of bonds) 873
Gratten Lake Highlands Inc. (By-law) 874
La Caisse Populaire Desjardins de Ma-
rieville (Foundation) 873
La Caisse Populaire Desjardins de Vil-
leroi (Foundation) 874
Lacolle Shirt Ltd. (Directors) 870
Le Phare (Foundation) 873
Le Syndicat de l'U.C.C. de Pierreville
(Formation) 868
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Ben-
oit (Formation) 869
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Fran-
çoise (Formation) 869
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Anaclet
(Formation) 870
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Cyrille-de-
Wendover (Formation) 873
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Angèle-
de-Laval (Formation) 871
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Séraphi-
ne (Formation) 871
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Théo-
sie (Formation) 869
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jules
(Formation) 868
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Léon-le-
Grand (Formation) 869
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Séverin-
de-Proulxville (Formation) 871
Le Syndicat des Pressiers de Montréal
Inc. (Formation) 874
L'Union Canadienne des Ouvriers de
Rock City Tobacco de Québec (For-
mation) 874
Montmorency, village of (Application
for letters patent) 867
Musselyville, municipality of (By-law)
(Formation) 872
New Canadian Homes Corporation
(Distribution of the assets) 872

Polish-Canadian Welfare Institute (Nom changé)	874
Syndicat Coopératif Agricole de St-Pier- re-du-Sud (Fondation)	870
Syndicat Coopératif Régional des Arts Paysans de Joliette (Fondation)	872

CHARTES — ABANDON DE:

Daoust & Daoust Limitée	875
Gould's Limited	875
L'Association du Bien-être de l'Enfance du District de St-François — The Child Welfare Association of the Dis- trict of St. Francis	876
Levinoff and Hersheovitch Limited	875
New Canadian Homes Corporation	875

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Amiot, Ludger Craig	876
Commissaires d'Écoles de Ste-Germaine du Lac Etchemin	878
Cap-de-la-Madeleine, cité du	877
Congrégation du St-Esprit	876
Hull, cité de	878
L'Association des Auditeurs Publics Accrédités de Québec — The Associa- tion of Accredited Public Auditors of Québec	877
Radakir, Paul	877
St-Basile, municipalité de <i>et al</i>	878
Succession Hon. C. S. Rodier	876
Trois-Rivières, cité des	877

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Stc-Anne-de-Beaupré, village de	879
---------------------------------------	-----

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Lac Tiblemont, munic. scolaire de	879
Notre-Dame-de-la-Salette, munic. sco- laire de	880
St-Faustin, munic. scolaire de	880
St-Praxède, munic. scolaire de (Erra- tum)	880

TERRES ET FORÊTS:

Bourlamaque, ville de	880
-----------------------------	-----

TRAVAIL:

Comité paritaire des barbiers et coif- feurs de Salaberry-de-Valleyfield (Mo- dification)	882
Industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville (Avis)	881
Industrie de la construction de Québec (Avis)	881
Industrie du Bois ouvré dans la région de Québec (Avis)	881
Industrie du gant de travail dans la province de Québec (Modification)	882
Industrie du gant fin dans la province de Québec (Modification)	882
Institutions d'assistance publique, hôpi- taux et hospices dans les districts judi- ciaires de Québec, Trois-Rivières, A- bitibi, Chicoutimi, Roberval, Sague- nay, Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé et Bonaventure (Avis)	883

Polish-Canadian Welfare Institute (Na- me changed)	874
Syndicat Coopératif Agricole de St- Pierre-du-Sud (Foundation)	870
Syndicat Coopératif Régional des Arts Paysans de Joliette (Foundation)	872

CHARTERS — SURRENDER OF:

Daoust & Daoust Limitée	875
Gould's Limited	875
The Child Welfare Association of the District of St. Francis — L'Associa- tion du Bien-être de l'Enfance du District de St-François	876
Levinoff and Hersheovitch Limited	875
New Canadian Homes Corporation	875

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Amiot, Ludger Craig	876
School Commissioners of Ste-Germaine du Lac Etchemin	878
Cap-de-la-Madeleine, city of	877
Congregation of the Holy Ghost	876
Hull, city of	878
The Association of Accredited Public Auditors of Québec — L'Association des Auditeurs Publics Accrédités de Québec	877
Radakir, Paul	877
St-Basile, municipality of <i>et al</i>	878
Estate of Hon. C. S. Rodier	876
Trois-Rivières, city of	877

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Stc-Anne-de-Beaupré, village of	879
---------------------------------------	-----

EDUCATION:

Lac Tiblemont, school munic. of	879
Notre-Dame-de-la-Salette, School munic. of	880
St-Faustin, school munic. of	880
St-Praxède, school munic. of (Erratum)	880

LANDS AND FORESTS:

Bourlamaque, town of	880
----------------------------	-----

LABOUR:

Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Salaberry-de-Valley- field (Amendment)	882
Construction Industry in the Counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville (Notice)	881
Construction Industry of Québec (No- tice)	881
Wrought Wood Industry in Quebec District (Notice)	881
Working Glove Industry in the Province of Québec (Amendment)	882
Fine Glove Industry in the Province of Québec (Amendment)	882
Charitable Institutions, Hospitals, Ho- mes and Asylums in the Judicial Dis- tricts, of Québec, Trois-Rivières, A- bitibi, Chicoutimi, Roberval, Sague- nay, Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé et Bonaventure (Notice) ...	883

LETTRES PATENTES:

Associated Converters Inc.	848
Atlas Kiddy Wear Mfg. Co. Inc.	849
Best Auto Service, Inc.	849
Botany Woollens & Worsteds Ltd.	850
Brake and Welding Supplies Limited.	850
Canadian Artificial Manufacturing Company, Limited.	851
Clair Industries Inc.	851
Cloutier Automobile Limitée.	852
Compagnie de Gestion Financière, Limitée.	852
Corey Holdings Ltd.	853
Crebisher Inc.	853
Gare Autobus St-Roch, Limitée — St Roch Bus Station, Limited.	854
Grimmer Services (Limited).	854
Guillard Plumbing & Heating Ltd.	855
Industrial Lubricant Corporation (Cor-rection).	865
Industries Everell Industries Inc.	855
Jack Wolfe Limited.	856
Jos. Soucisse Limitée — Jos. Soucisse Limited.	856
Julia Property Co. Limited.	857
La Filature de l'Abitibi Inc.	857
La Manufacture de Meubles de Belœil Limitée — Belœil Furniture Limited.	858
Le Téléphone Rural de St-Jean Lalande.	865
Musical Toys Co. Ltd.	859
Nord Laboratories Inc.	859
Norman House Inc.	859
Princess Tufting Ltd.	860
Regent Tanning Corporation.	861
Reliance Sportswear Co.	861
Roméo Monette Limitée.	861
St-Maurice Valley Appliances Limited.	862
The Children's Mission.	862
The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc.	865
Victor Refrigeration Co., Ltd.	863
Weldone Trading Co., Inc.	863
Wexler Realities Limited.	864
400 Taxis Ltd.	864

MINUTES DE NOTAIRES:

Boudreau, Paul-Edouard.	883
Gilbert, Marcel.	883

PROCLAMATION:

Concernant l'érection de la municipalité de la paroisse de St-Georges-Est.	884
---	-----

SIÈGES SOCIAUX:

Brake and Welding Supplies Limited.	886
St-Onge & Fournier Inc.	885

SOUMISSIONS:

Commission scolaire de la cité de Chicoutimi.	886
Grande-Baie, paroisse de.	887
Municipalité scolaire de la ville de Joliette.	887

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company.	889
Canadian Pacific Railway Company.	889

VENTE PAR LICITATION:

Picard et al vs Picard et al.	889
------------------------------------	-----

LETTERS PATENT:

Associated Converters Inc.	848
Atlas Kiddy Wear Mfg. Co. Inc.	849
Best Auto Service, Inc.	849
Botany Woollens & Worsteds Ltd.	850
Brake and Welding Supplies Limited.	850
Canadian Artificial Manufacturing Company, Limited.	851
Clair Industries Inc.	851
Cloutier Automobile Limitée.	852
Compagnie de Gestion Financière, Limitée.	852
Corey Holdings Ltd.	853
Crebisher Inc.	853
St Roch Bus Station, Limited — Gare Autobus St-Roch, Limitée.	854
Grimmer Services (Limited).	854
Guillard Plumbing & Heating Limited.	855
Industrial Lubricant Corporation (Cor-rection).	865
Industries Everell Industries Inc.	855
Jack Wolfe Limited.	856
Jos. Soucisse Limitée — Jos. Soucisse Limited.	856
Julia Property Co. Limited.	857
La Filature de l'Abitibi Inc.	857
Belœil Furniture Limited — La Manufacture de Meubles de Belœil Ltée.	858
Le Téléphone Rural de St-Jean Lalande.	865
Musical Toys Co. Ltd.	859
Nord Laboratories Inc.	859
Norman House Inc.	859
Princess Tufting Ltd.	860
Regent Tanning Corporation.	861
Reliance Sportswear Co.	861
Roméo Monette Limitée.	861
St-Maurice Valley Appliances Limited.	862
The Children's Mission.	862
The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc.	865
Victor Refrigeration Co., Ltd.	863
Weldone Trading Co., Inc.	863
Wexler Realities Limited.	864
400 Taxis Ltd.	864

NOTARIAL MINUTES:

Boudreau, Paul-Edouard.	883
Gilbert, Marcel.	883

PROCLAMATION:

Concerning the erection of the Municipality of the Parish of St-Georges East.	884
--	-----

HEAD OFFICES:

Brake and Welding Supplies Limited.	886
St-Onge & Fournier Inc.	885

TENDERS:

School Commission of the City of Chicoutimi.	886
Grande-Baie, parish of.	887
School Municipality of the Town of Joliette.	887

SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company.	889
Canadian Pacific Railway Company.	889

SALE BY LICITATION:

Picard et al vs Picard et al.	889
------------------------------------	-----

VENTES POUR TAXES:

Bégin, canton de 891
 Ste-Anne-de-Chicoutimi, village de 892

VENTES PAR SHERIFS:

ROBERVAL:

Graham vs Forsman 892

TROIS-RIVIÈRES:

Painchaud *et al* vs Perron 893

13161

SALES FOR TAXES:

Bégin, township of 891
 Ste-Anne-de-Chicoutimi, village of 892

SHERIFFS' SALES:

ROBERVAL:

Graham vs Forsman 892

TROIS-RIVIÈRES:

Painchaud *et al* vs Perron 893

13161

